

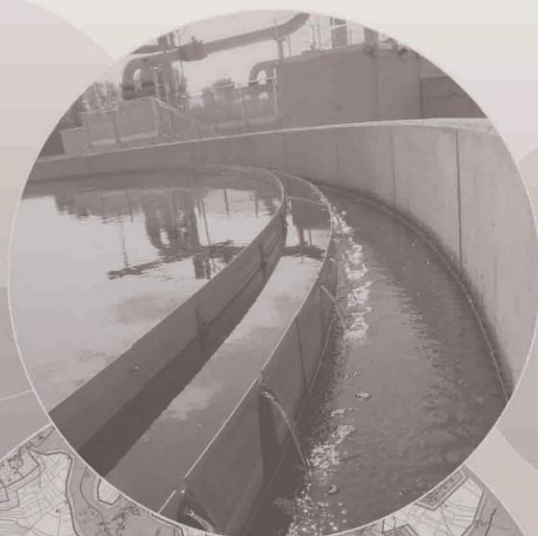
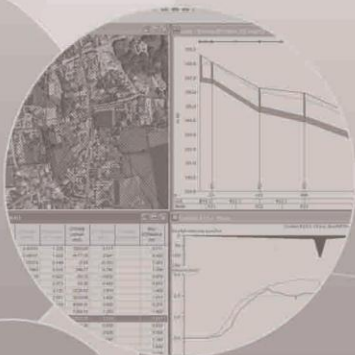
Département du Rhône (69)

Communauté de communes Beaujolais Nizerand Morgon



Mise à jour du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Cogny - Réalisation du zonage pluvial

Dossier d'enquête publique



Suivi de l'étude

Numéro de dossier :

121031/PC

Maître d'ouvrage :

Communauté de communes Beaujolais Nizerand Morgon

Assistant au Maître d'ouvrage :

-

Mission :

Mise à jour du zonage d'assainissement de la commune de Cogny - Réalisation du zonage pluvial

Date de réunion de présentation du présent document :

29/10/2013

Modifications :

Version	Date	Modifications	Rédacteur	Relecteur
V1	02/2013	Document initial	RC	PC
V2	10/2013	Réalisation du zonage pluvial	RC	PC
V3	11/2013	Modifications diverses	RC	PC
V4	11/2013	Prise en compte des remarques du commissaire enquêteur	RC	PC

Contact :

Réalités Environnement
165, allée du Bief – BP 430
01604 TREVOUX Cedex
Tel : 04 78 28 46 02
Fax : 04 74 00 36 97
E-mail : environnement@realites-be.fr

Nom et signature du chef de projet :

Pierre Chambon



Sommaire

Présentation générale de la collectivité 9

I Présentation de la commune 11

I.1 Localisation géographique..... 11

I.2 Contexte administratif..... 12

I.3 Contexte socio-économique..... 12

II Présentation du milieu naturel 14

II.1 Topographie..... 14

II.2 Géologie, hydrogéologie et pédologie 14

II.3 Occupation des sols 14

II.4 Patrimoine naturel..... 14

II.5 Contexte hydrographique..... 15

Zonage d'assainissement des eaux usées 23

I Objectifs, enjeux et réglementation 25

I.1 Objectifs..... 25

I.2 Rappel réglementaire 26

II Etat des lieux de l'assainissement collectif..... 28

II.1 Organisation et gestion 28

II.2 Inventaire des rejets 28

II.3 Système d'assainissement « Morgon » 28

III Etat des lieux de l'assainissement autonome 31

III.1 Organisation du service d'assainissement non collectif..... 31

III.2 Faisabilité de l'assainissement non collectif..... 31

IV Zonage d'assainissement des eaux usées..... 33

IV.1 Zones en assainissement collectif 33

IV.2 Zones en assainissement non collectif 33

IV.3 Cartographie 37

IV.4 Orientations..... 37

Zonage pluvial.....	38
I Rappels réglementaires.....	40
II Synthèse des outils de gestion.....	42
III Orientations de gestion	43
III.1 Principe général.....	43
III.2 Terminologie.....	44
III.3 Récupération des eaux pluviales	44
III.4 Evacuation des eaux pluviales	45
III.5 Maîtrise de l'imperméabilisation	47
III.6 Corridors d'écoulement.....	47
III.7 Instauration de la taxe eaux pluviales	48
IV Cartographie	50
Annexes	52

Avant-propos

La communauté de communes Beaujolais Nizerand Morgon souhaite la mise à jour du zonage d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales sur la commune de Cogny. Ceci dans l'optique de mettre en place un véritable document de gestion et de planification des actions à réaliser dans le domaine des eaux usées ; en cohérence avec les différents documents d'urbanisme existants ou en cours d'élaboration, sur l'ensemble de son territoire.

La communauté de communes a ainsi missionné le bureau d'études Réalités Environnement pour la réalisation de cette étude, qui vise à définir les modalités d'assainissement les plus adaptées sur les zones urbanisées et urbanisables de son territoire.

L'étude préalable à l'établissement du zonage d'assainissement a consisté à :

- Etablir un état des lieux de la situation actuelle ;
- S'interroger sur les solutions d'assainissement sur les zones urbanisées ou urbanisables non desservies par un réseau d'assainissement collectif ;
- Arrêter un choix pour chaque secteur du territoire communal ;
- Justifier les solutions retenues ;
- Fournir des préconisations générales pour la gestion des eaux pluviales.

Ce document constitue le dossier d'enquête publique du zonage d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales de la commune de Cogny.



Présentation générale de la collectivité

I Présentation de la commune

I.1 Localisation géographique

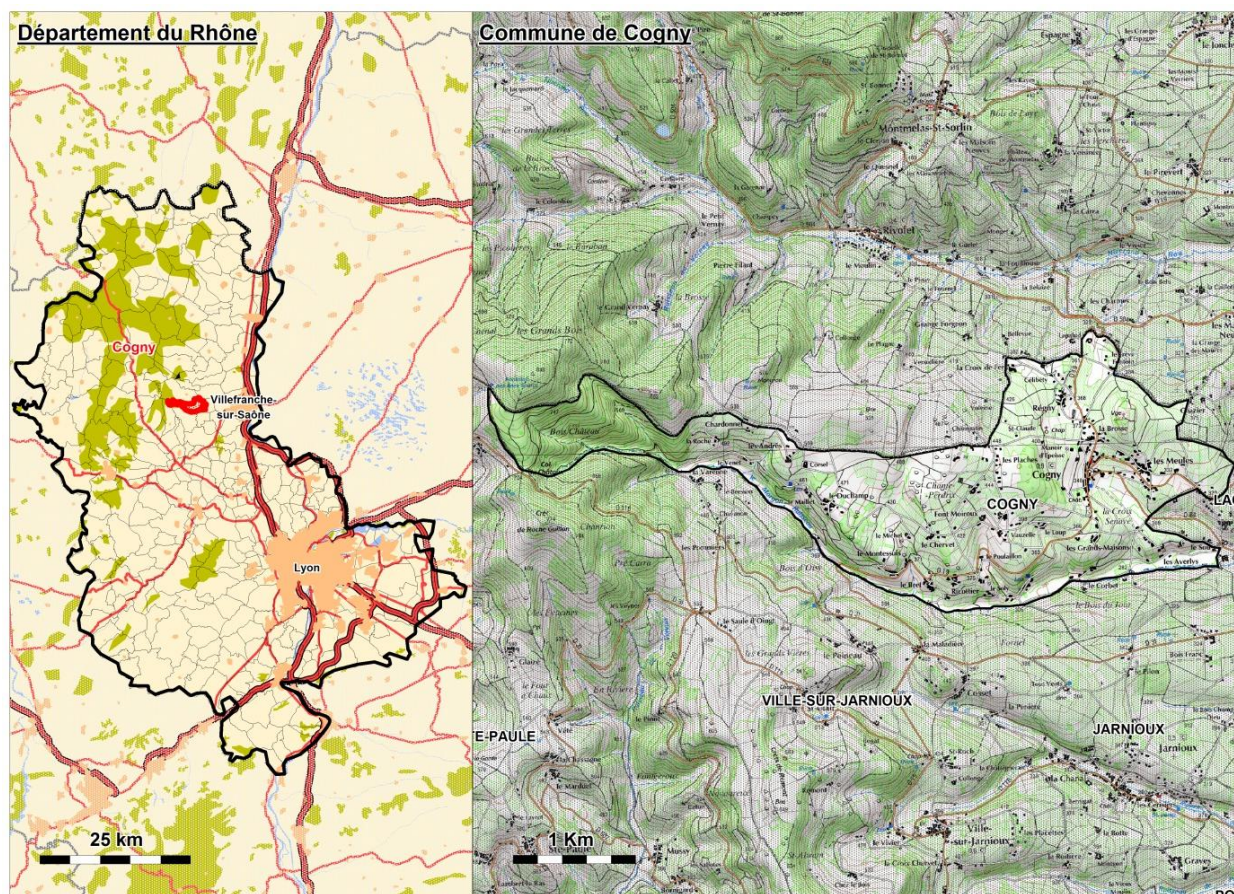
La commune de Cogny se trouve dans le département du Rhône à 6 kilomètres environ au Nord-ouest de Villefranche-sur-Saône et à une cinquantaine de kilomètres au Sud-ouest de Mâcon.

Le territoire communal s'étend sur une superficie de 5,8 km². Il est bordé par 6 communes :

- Denicé et Rivolet au Nord ;
- Sainte-Paul et Ville-sur-Jarnioux au Sud-ouest ;
- Jarnioux au Sud ;
- Lacenas à l'Est.

Le secteur est desservi par les routes départementales n°19, 84 et 84E.

La figure suivante présente la localisation géographique de la commune.



I.2 Contexte administratif

La commune de Cogy fait partie :

- De la **Communauté de Communes Beaujolais Nizerand - Morgon (CCBNM)**. Cette structure de 6 communes porte diverses compétences en faveur du développement du territoire dont celles relatives à l'assainissement collectif (collecte et traitement des eaux usées) et non collectif (SPANC), ainsi qu'à l'assainissement des eaux pluviales (aménagement et entretien des réseaux d'eaux pluviales séparatifs existants).
- Du **Syndicat mixte du Beaujolais**. Ce syndicat, créé le 11/12/2003 par arrêté, rassemble 13 intercommunalités du pays du Beaujolais. Le principal objet de ce syndicat est la mise en place du SCoT du Beaujolais.

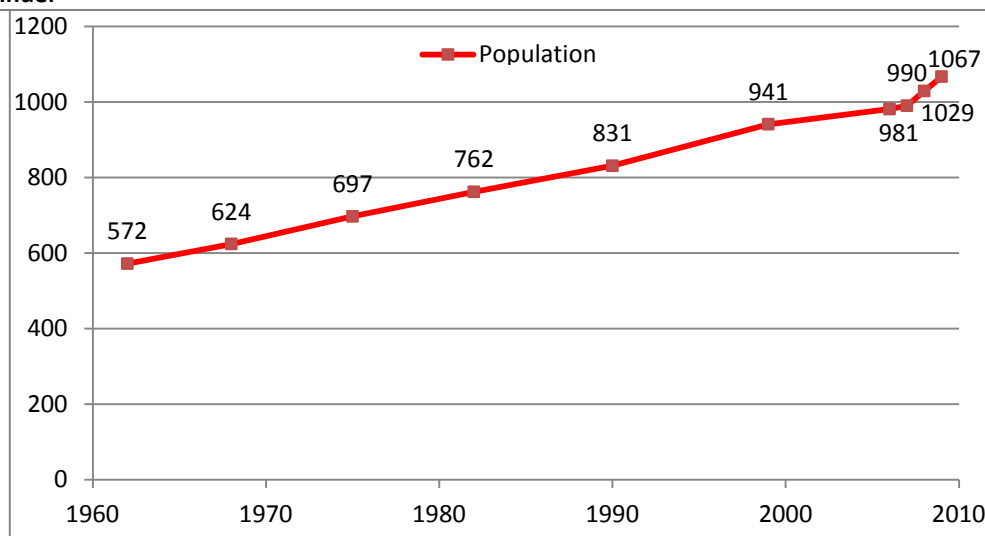
La commune a gardé la compétence des eaux pluviales pour l'aménagement et l'entretien des fossés (i.e. hors réseaux d'eaux pluviales séparatifs existants).

I.3 Contexte socio-économique

I.3.1 Démographie

Le tableau et le graphique ci-dessous présentent l'évolution démographique de la commune depuis 1968. Cette analyse est basée sur les recensements officiels de l'INSEE (populations légales sans double compte 2009, entrées en vigueur au 1er janvier 2011).

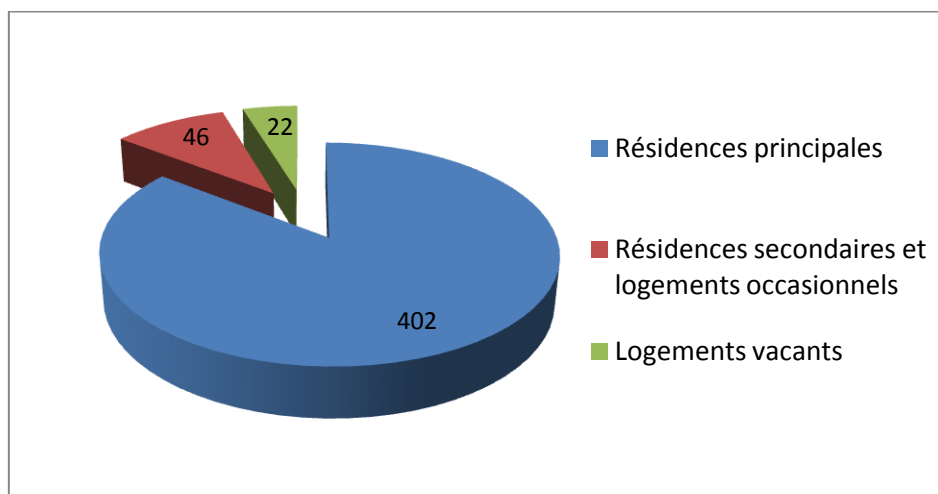
Année	1962	1968	1975	1982	1990	1999	2006	2007	2008	2009
Population	572	624	697	762	831	941	981	990	1029	1067
Taux d'évolution entre recensement	9,1%	11,7%	9,3%	9,1%	13,2%	4,3%	0,9%	3,9%	3,7%	
Taux d'évolution annuel	1,5%	1,6%	1,3%	1,1%	1,4%	0,6%	0,9%	3,9%	3,7%	



La population communale est en constante augmentation depuis les années 1960. Le dernier recensement décomptait environ 1 070 habitants à Cogy.

I.3.2 Organisation de l'habitat

D'après le recensement de 2008, le parc résidentiel de Cogny compte 470 logements, dont 402 résidences principales, soit plus de 85 % du parc immobilier.



Le nombre moyen d'occupants des résidences principales est de 2,4 habitants/logement.

I.3.3 Urbanisme

🔗 Document communal

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Cogny est en cours d'élaboration après la prescription du POS par délibération du conseil municipal du 24 Juin 2008.

🔗 Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT)

Le SCOT pour les pays du Beaujolais a été approuvé le 29/06/2009 ; il est, par définition, opposable au tiers. Il concerne treize communautés de communes : du Haut Beaujolais (CCHB), de la Région de Beaujeu (CCRB), de la Haute Vallée d'Azergues (CCHVA), du Pays d'Amplepuis Thizy (CCPAT), Beaujolais Vauxonne (CCBV), Beaujolais Nizerand Morgon (CCBNM), de Villefranche sur Saône (CCVS), du Pays de Tarare (CCPT), des Pays du Bois d'Oingt (CCPBO), Beaujolais Saône Pierres Dorées (CCBSPD), Monts d'Or Azergues (CCMOA), Beaujolais Val d'Azergues (CCBVA). Soit au total 136 communes et près de 200 000 habitants.

I.3.4 Activités professionnelles et établissements d'accueil

Les établissements présents sur la commune sont principalement des commerces et services divers et ne semblent pas rejeter d'effluents particuliers en termes de qualité ou de quantité. De nombreuses exploitations viticoles sont également présentes sur le territoire communal.

En ce qui concerne les établissements d'accueil, la commune compte également une école primaire avec cantine, un gîte, deux chambres d'hôtes et un restaurant.

II Présentation du milieu naturel

II.1 Topographie

La commune de Cogny possède une topographie marquée. Les altitudes s'échelonnent entre 257 m à l'Est de la commune au niveau du Morgon, jusqu'à près de 780 m NGF à l'Ouest de la commune.

II.2 Géologie, hydrogéologie et pédologie

La commune de Cogny repose principalement sur des formations superficielles caractérisées par des épandages pelliculaires de cailloutis anguleux, siliceux ou cristallins, patinés. Ces formations recouvrent la majeure partie de la commune, et se trouvent surtout au centre bourg et à l'Est de la commune. En revanche sur les secteurs nord et sud de la commune on retrouve plutôt des formations calcaires de type « pierre dorée ». A l'ouest, on trouve d'autres types de calcaires et des marnes.

Les ressources en eau souterraines sont restreintes et il n'y a aucun captage d'eau potable ni périmètre de protection de captage sur le territoire communal.

D'un point de vue pédologique, **24 sondages et 3 tests de perméabilité** à la tarière ont été réalisés sur le territoire communal dans le cadre du précédent zonage d'assainissement. Les résultats sont présentés dans la suite du rapport, relative à la faisabilité de l'assainissement autonome.

II.3 Occupation des sols

L'occupation des sols est organisée de la manière suivante :

- Des vignobles et cultures (1 160 ha, 38 %) ;
- Des prairies (1 410 ha, 46 %) ;
- Des surfaces imperméabilisées (40 ha, 1 %) ;
- Des forêts (450 ha, 15 %).

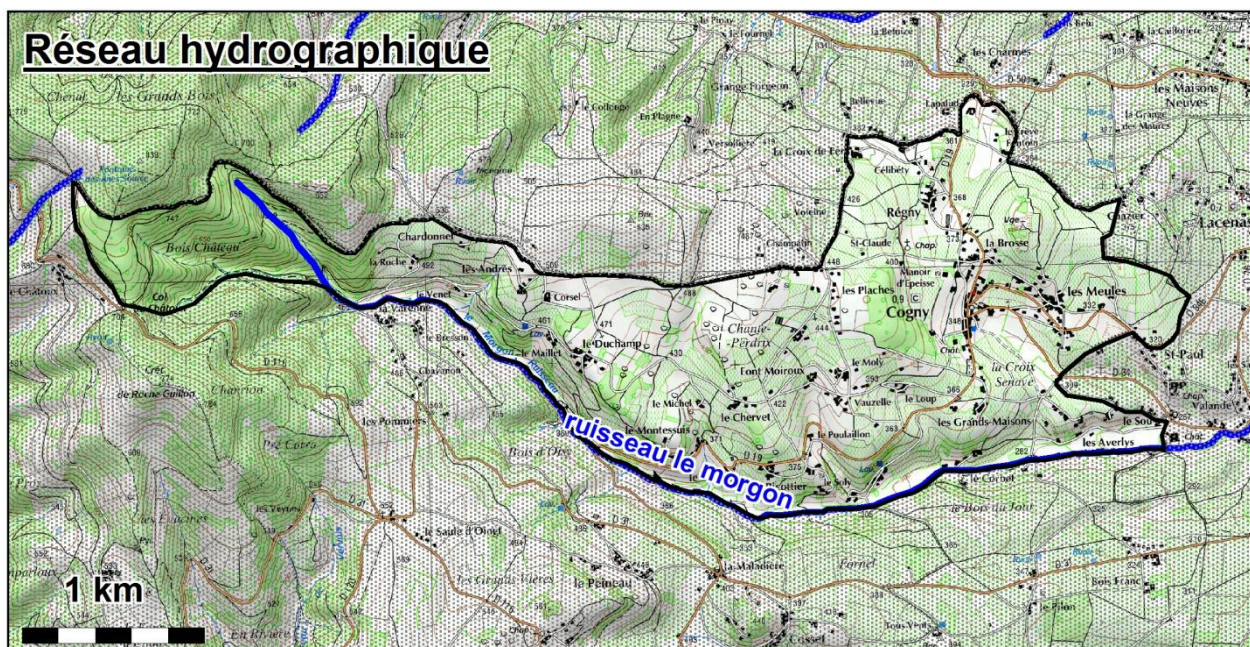
II.4 Patrimoine naturel

La commune de Cogny ne compte aucune zone d'intérêt remarquable.

II.5 Contexte hydrographique

II.5.1 Présentation du réseau hydrographique

Le réseau hydrographique de la commune de Cogny s'organise essentiellement autour du ruisseau le Morgon qui constitue la limite Sud de la commune. Il prend sa source à l'extrémité Ouest de la commune dans le Bois Château, et constitue un affluent rive droite de la Saône.



II.5.2 Régime hydrologique

Il existe une station de mesures de débit sur le Morgon au droit de Villefranche-sur-Saône. Le bassin versant au droit de la station couvre une superficie de 68 km². Les débits caractéristiques sont présentés dans le tableau suivant :

Caractéristiques	Station de Villefranche-sur-Saône (Banque Hydro)
Superficie	68 km ²
Débit moyen interannuel (module)	0,48 m ³ /s
Q _{MNA5}	0,39 m ³ /s
Débit de pointe quinquennal	18 m ³ /s - (2,6 l/s.ha)
Débit de pointe décennal	20 m ³ /s - (2,9 l/s.ha)
Débit de pointe cinquantennal	26 m ³ /s - (4,1 l/s.ha)

Le débit spécifique quinquennal généré par le Morgon est de l'ordre de 2.6 l/s.ha.

II.5.3 Inondabilité

La commune de Cogny n'est concernée par aucun Plan de Prévention des Risques d'inondations (PPRI). La commune est située dans une zone avec une sensibilité très faible concernant la remontée des nappes. Seules les zones proches du Morgon y sont sensibles.

Une étude sur l'inondabilité de plusieurs rivières du Beaujolais et notamment du Morgon a été menée par le Syndicat Mixte des Rivières du Beaujolais (Geoplus, 2010). La commune de Cogny n'a pas été identifiée comme connaissant des désordres (débordements, etc.) liés au Morgon. Aucune action particulière (rétention, système de télégestion et d'alerte, maintien et amélioration des zones d'expansion des crues) n'y est envisagée.

II.5.4 Outils de gestion

☞ La Directive Cadre européenne sur l'Eau

La Directive Cadre européenne sur l'Eau adoptée le 23 octobre 2000 a pour objectif d'atteindre d'ici 2015 le « bon état » écologique et chimique pour les eaux superficielles et le « bon état » quantitatif et chimique pour les eaux souterraines, tout en préservant les milieux aquatiques en très bon état.

Bon état chimique	Atteinte de valeurs seuils fixées par les normes de qualité environnementales européennes (substances prioritaires ou dangereuses).
Bon état écologique	<i>Seulement pour les eaux de surface</i> Bonne qualité biologique des cours d'eau (IBGN, IBD, IPR), soutenue directement par une bonne qualité hydromorphologique et physico-chimique. Faible écart avec un état de référence pas ou très peu influencé par l'activité humaine.
Bon état quantitatif	<i>Seulement pour les eaux souterraines</i> Equilibre entre les prélèvements et le renouvellement de la ressource.

☞ Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux

▪ Objectifs de bon état

Le réseau hydrographique de la commune appartient au bassin Rhône-Méditerranée.

Afin d'atteindre les objectifs de qualité fixés par la DCE, un nouveau SDAGE Rhône-Méditerranée 2010-2015 a été adopté le 16 octobre 2009 par le Comité de bassin.

Le SDAGE est entré en vigueur le 21 décembre 2009 comme sur les autres bassins hydrographiques métropolitains, pour une durée de 6 ans.

Le SDAGE fixe les échéances d'atteinte des objectifs d'état écologique et des objectifs d'état chimique pour chaque cours d'eau du bassin Rhône-Méditerranée. Une échéance d'objectif de « bon état général » en découle (échéance la moins favorable entre l'objectif d'état écologique et celui chimique).

Certains cours d'eau ne pourront pas atteindre les objectifs fixés initialement par la DCE (objectif 2015). Le nouveau SDAGE prévoit ainsi des échéances plus lointaines ou des objectifs moins stricts pour certains cas. Ces cas sont néanmoins justifiés. Les motifs pouvant aboutir à un changement de délai ou d'objectifs sont :

- Cause « faisabilité technique » (réalisation des travaux, procédures administratives, origine de la pollution inconnue, manque de données) ;
- Cause « réponse du milieu » (temps nécessaire au renouvellement de l'eau) ;
- Cause « coûts disproportionnés » (impact important sur le prix de l'eau et sur l'activité économique par rapport aux bénéfices que l'on peut atteindre).

En ce qui concerne le milieu récepteur communal, les échéances sont les suivantes :

Masse d'eau	Bon état écologique	Bon état chimique	Bon état global	Motifs de modification des délais initiaux
Ruisseau le Morgon	2027	2021	2027	Faisabilité technique, coûts disproportionnés

Le Morgon présente un état écologique et chimique partiellement dégradé. L'objectif initial du bon état global du cours d'eau est donc repoussé à 2027.

Tout projet s'inscrivant dans le bassin versant du Morgon ne devra pas altérer l'état actuel du cours d'eau.

▪ Orientations de gestion des eaux pluviales

L'orientation fondamentale N°8 du SDAGE Rhône Méditerranée concerne la gestion des risques d'inondations et notamment :

« Disposition 8-03 : Limiter les ruissellements à la source

En milieu urbain comme en milieu rural, toutes les mesures doivent être prises, notamment par les collectivités locales par le biais des documents et décisions d'urbanisme, pour limiter les ruissellements à la source, y compris dans des secteurs hors risques mais dont toute modification du fonctionnement pourrait aggraver le risque en amont ou en aval.

Ces mesures doivent s'inscrire dans une démarche d'ensemble assise sur un diagnostic du fonctionnement des hydrosystèmes prenant en compte la totalité du bassin générateur du ruissellement, dont le territoire urbain vulnérable [...] ne représente couramment qu'une petite partie.

Il s'agit notamment au travers des documents d'urbanisme, de :

- *Limiter l'imperméabilisation des sols, favoriser l'infiltration des eaux dans les voiries et le recyclage des eaux de toiture ;*
- *Maitriser le débit et l'écoulement des eaux pluviales, notamment en limitant l'apport direct des eaux pluviales au réseau ;*
- *Maintenir une couverture végétale suffisante et des zones tampons pour éviter l'érosion et l'aggravation des débits en période de crue ;*
- *Privilégier des systèmes cultureux limitant le ruissellement ;*
- *Préserver les réseaux de fossés agricoles lorsqu'ils n'ont pas de vocation d'assèchement de milieux aquatiques et de zones humides, inscrire dans les documents d'urbanisme les éléments*

du paysage déterminants dans la maîtrise des écoulements, proscrire les opérations de drainage de part et d'autre des rivières. »

La disposition 8-07 qui vise à éviter d'aggraver la vulnérabilité en orientant l'urbanisation en dehors des zones à risque précise que « *La première priorité reste la maîtrise de l'urbanisation en zone inondable aujourd'hui et demain* ».

Bien qu'aucune valeur ne soit précisée en termes de régulation ou de rétention, le SDAGE souligne le caractère incontournable de la maîtrise du ruissellement pour lutter contre les inondations en dehors ou au droit des cours d'eau.

➡ **Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux**

Il n'y a pas de SAGE en vigueur sur le territoire étudié.

➡ **Contrat de milieu**

▪ **Présentation**

Le contrat de rivières du Beaujolais est porté par le « Syndicat Mixte des rivières du Beaujolais ». Il est actuellement en cours d'exécution, pour une durée de 6 ans à partir de sa date de signature le 18/09/2012.

Le périmètre de ce syndicat compte 6 communautés de communes (Région de Beaujeu, Beaujolais Vauxonne, Beaujolais Val de Saône, Beaujolais Saône Pierres dorées, Pays du Bois d'Oingt, Beaujolais Nizerand Morgon), 1 communauté d'agglomération (Villefranche-sur-Saône) et 1 SIVOM (Arlois).

Le contrat concerne 7 cours d'eau principaux, dont le Nizerand et le Morgon, tous affluents rive droite de la Saône.

Les usages locaux (agriculture, viticulture) associés à la nature des sols et la topographie locale, sont à l'origine de dégradations multiples des cours d'eau. Six objectifs ont ainsi été définis, sur trois volets :

- A - Reconquérir une bonne qualité des eaux
- B1 - Restaurer et préserver les milieux aquatiques
- B2 - Réduire les risques d'inondation
- B3 - Initier une gestion quantitative de la ressource
- B4 - Mettre en valeur les milieux aquatiques
- C - Pérenniser la gestion globale de l'eau sur les bassins versants du territoire

▪ Orientations de gestion des eaux pluviales

L'objectif du volet B2 se décline selon plusieurs sous-objectifs complémentaires qui visent tous à réduire les risques d'inondation sur les biens et les personnes. La politique de gestion qui sera développée est une approche du risque à l'échelle des bassins versants hydrographiques.

La non aggravation des risques d'inondation passe par un travail de sensibilisation auprès des collectivités pour inscrire dans les documents d'urbanisme les zones naturelles d'expansion de crue (empêcher l'urbanisation sur ces zones) et afin de mettre en place une gestion des eaux pluviales à la parcelle et de limiter les ruissellements.

Le contrat de rivières du Beaujolais ne précise aucune valeur en termes de régulation ou de rétention. Toutefois, il souligne la nécessité d'une gestion des eaux pluviales à la parcelle, dans la mesure du possible.

➤ Le guide de préconisation des techniques applicables aux rejets des eaux pluviales dans le département du Rhône

Le guide de préconisations des techniques applicables aux rejets des eaux pluviales dans le département du Rhône a été élaboré par la Mission Interservices de l'Eau (Structure de coordination départementale des services de l'Etat) en 2004.

L'objectif de ce document est de définir un cadre législatif, d'établir un état des lieux et de préciser les différentes techniques existantes au travers de fiches techniques.

Concernant le rejet vers les eaux superficielles, le guide précise la sensibilité sur certains secteurs du département du Rhône, les contraintes et les techniques qui en découlent. Les contraintes de dimensionnement sont les suivantes :

« Le dimensionnement d'un ouvrage de stockage consistera à calculer le volume maximum arrivant dans un bassin de rétention pour une période de retour donnée et déduire le volume de la retenue et la loi de vidange. La période de retour est choisie en fonction du niveau de protection à assurer. La norme européenne NF EN 752-2, relative aux réseaux d'évacuation propose les prescriptions suivantes :

- Zones rurales : Fréquence d'inondation : 1 fois tous les 10 ans ;
- Zones résidentielles : Fréquence d'inondation : 1 fois tous les 20 ans ;
- Centre-ville : 1 fois tous les 30 ans.

« Les approches qualitatives et quantitatives réalisées par la DDAF ont permis de fixer les débits de fuite entre 5 et 10 litres par seconde et par hectare aménagé et un volume de rétention pour les ouvrages égal à une période de pluie plus fréquente de 2 à 5 ans.

Les valeurs les plus contraignantes de ces fourchettes seront utilisées si le projet est situé à l'amont du cours d'eau, si le projet présente une proportion conséquente de la surface du bassin versant du cours d'eau, si le bassin versant est déjà soumis à une forte pression de rejets d'eaux pluviales. »

➤ Zones vulnérables aux nitrates définies en 2012

Le territoire communal de Cogny n'est pas situé en zone vulnérable aux nitrates.

➤ **Zones sensibles à l'eutrophisation**

La délimitation des zones sensibles à l'eutrophisation a été faite dans le cadre du décret n°94-469 du 03/06/1994, relatif à la collecte et au traitement des eaux urbaines résiduaires, qui transcrit en droit français la directive n°91/271 du 21/05/1991.

Les zones sensibles comprennent les masses d'eau significatives à l'échelle du bassin qui sont particulièrement sensibles aux pollutions azotées et phosphorées responsables de l'eutrophisation, c'est-à-dire à la prolifération d'algues.

Ces zones sont délimitées dans l'arrêté du 23 novembre 1994, modifié par l'arrêté du 22/12/2005, puis par l'arrêté du 9 décembre 2009 portant révision des zones sensibles dans le bassin Loire-Bretagne et l'arrêté du 9 février 2010 portant révision des zones sensibles dans le bassin Rhône-Méditerranée. Dans ces zones, les agriculteurs doivent respecter un programme d'action qui comporte des prescriptions à la gestion de la fertilisation azotée et de l'interculture par zone vulnérable que doivent respecter l'ensemble des agriculteurs de la zone. Il est construit en concertation avec tous les acteurs concernés, sur la base d'un diagnostic local.

La commune de Cogny, appartenant au bassin de la Saône en amont de Massieux en rive gauche et Quincieux en rive droite est situé en zone sensible à l'eutrophisation.

II.5.5 Qualité des cours d'eau

➤ **Données SDAGE**

Suite à l'entrée en vigueur des SDAGE le 17 décembre 2009, deux arrêtés permettant de définir l'état écologique et l'état chimique des eaux de surface ont été signés en janvier 2010.

L'arrêté du 12 janvier 2010 relatif aux méthodes et aux critères à mettre en œuvre pour délimiter et classer les masses d'eau et dresser l'état des lieux, définit les types de masses d'eau selon une classification par régions des écosystèmes aquatiques : les hydroécorégions (HER), croisée avec une classification par tailles des cours d'eau (suivant l'ordination de Strahler).

Les hydroécorégions ont été établies par le CEMAGREF. Elles constituent des entités homogènes suivant des critères combinant la géologie, le relief et le climat. Il existe deux niveaux d'hydroécorégions : HER de niveau 1 subdivisées en HER de niveau 2.

L'ensemble des cours d'eau présents sur la commune de Cogny appartiennent à l'HER 1 «Côtes calcaires Est» et l'HER 2 «Beaujolais calcaire».

L'arrêté du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface, permet de définir :

- L'état écologique des eaux de surface (classifié en cinq classes : très bon, bon, moyen, médiocre et mauvais) déterminé par l'état de chacun des éléments de qualité biologique, physico-chimique et hydromorphologique.
- L'état chimique d'une masse d'eau de surface grâce aux normes de qualité environnementale.

Ces états dépendent en partie des hydroécorégions et de la taille des cours d'eau définis dans l'arrêté du 12 janvier 2010.

▪ Evaluation de l'état écologique

L'état écologique des eaux de surface est établi sur l'analyse :

- D'éléments biologiques : invertébrés, diatomées, poissons ;
- D'éléments physico-chimiques généraux qui interviennent comme facteurs explicatifs des conditions biologiques : bilan de l'oxygène, températures, nutriments, acidification, salinité ;
- Des polluants spécifiques de l'état écologique : Chrome dissous, cuivre dissous, linuron, etc. ;
- Des éléments hydromorphologiques.

L'état écologique de certaines masses d'eau en 2009 est précisé dans le SDAGE RMC. Le Morgon présente un état écologique médiocre (niveau de confiance de l'état évalué moyen).

▪ Evaluation de l'état chimique

L'état chimique des eaux de surfaces est évalué sur la base des concentrations moyennes annuelles pour les polluants listés en Annexe 8 de l'arrêté du 25 février 2010 : Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques, mercure, plomb, diuron, etc.

L'état chimique de certaines masses d'eau en 2009 est précisé dans le SDAGE RMC. Le Morgon présente un état chimique mauvais (niveau de confiance de l'état évalué fort). Les éléments déclassants sont les pesticides.

➤ Autres données qualité

Dans le cadre du suivi de la qualité des cours d'eau du département du Rhône, l'étude 2007 s'est intéressée à l'état général de la qualité des eaux des bassins versants de différents cours d'eau du Sud Beaujolais : le Marverand, le Nizerand et le Morgon.

Ce suivi comprend l'étude de la qualité physico-chimique et hydrobiologique (macro-invertébrés) du milieu ainsi qu'une analyse de la pollution métallique des sédiments. En amont et en aval de Cogny, les résultats de la campagne de septembre 2007 sont les suivants :

Paramètres		Classe de qualité de l'eau (SEQ'EAU V2)	
		Le Morgon en amont de Cogny - Mg1	Le Morgon en aval de Cogny - Mg2
Matières organiques et oxydables	MOOX	Bonne	Bonne
Matières azotées	AZOT	Très bonne	Très bonne
Matières phosphorées	PHOS	Très bonne	Très bonne
Nitrates	NITR	Très bonne	Très bonne
Métaux	-	Médiocre	Moyenne
Hydrobiologie	IBGN	Très bonne	-

La qualité physico-chimique du Morgon est bonne à très bonne en tête de bassin versant, de Cogny à Lacenas.

Concernant la contamination métallique, le paramètre déclassant est l'arsenic, mais des concentrations élevées en cuivre et plomb sont également observées. Les résultats sont inattendus pour ces paramètres car la contamination métallique semble plus importante en amont des zones viticoles.

La qualité biologique du secteur amont (Mg1) est très bonne avec une note de 17/20.



Zonage d'assainissement des eaux usées

I Objectifs, enjeux et réglementation

I.1 Objectifs

L'étude de zonage d'assainissement vise plusieurs objectifs :

➔ Objectifs techniques

- La définition des prescriptions en matière d'assainissement des eaux usées en situations actuelle et future.
- La délimitation des secteurs en assainissement collectif, donc devant être raccordés au réseau d'assainissement conformément au code de la santé publique, et des secteurs en assainissement non collectif, zone d'intervention du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC).
- La détermination de l'aptitude à l'assainissement non collectif des principales zones et la recommandation de certains types de filière.
- L'identification des contraintes vis-à-vis de chaque mode d'assainissement, la comparaison entre ces solutions et la détermination du meilleur compromis technique, économique, environnemental, dans le respect des obligations réglementaires.
- Cette étude contribue également à maîtriser les dépenses publiques en définissant un programme de travaux réfléchis en fonction de la situation actuelle et des aménagements à venir, afin d'anticiper sur les besoins futurs de la collectivité.

➔ Objectifs de développement et d'orientations

- La vérification de l'adéquation entre le projet de développement de la commune et les capacités de traitement des ouvrages d'assainissement.
- La mise en cohérence des orientations de développement communales, à savoir l'adéquation entre le document d'urbanisme et le zonage d'assainissement.

➔ Objectifs réglementaires

- Respect du Code Général des Collectivités Territoriales, et de la loi sur l'eau, qui impose la réalisation du zonage d'assainissement.

I.2 Rappel réglementaire

La réalisation du zonage d'assainissement est imposée par le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), modifié par la loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques du 30 décembre 2006, qui précise :

➡ Article L2224-10

« Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :

- 1) Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;*
- 2) Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif.*

D'autres articles importants du CGCT précisent certaines dispositions en matière d'assainissement et de zonage :

➡ Article L2224-8

I.-Les communes sont compétentes en matière d'assainissement des eaux usées.

II.-Les communes assurent le contrôle des raccordements au réseau public de collecte, la collecte, le transport et l'épuration des eaux usées, ainsi que l'élimination des boues produites. Elles peuvent également, à la demande des propriétaires, assurer les travaux de mise en conformité des ouvrages visés à l'article L. 1331-4 du code de la santé publique, depuis le bas des colonnes descendantes des constructions jusqu'à la partie publique du branchement, et les travaux de suppression ou d'obturation des fosses et autres installations de même nature à l'occasion du raccordement de l'immeuble.

L'étendue des prestations afférentes aux services d'assainissement municipaux et les délais dans lesquels ces prestations doivent être effectivement assurées sont fixés par décret en Conseil d'Etat, en fonction des caractéristiques des communes et notamment de l'importance des populations totales agglomérées et saisonnières.

III.-Pour les immeubles non raccordés au réseau public de collecte, les communes assurent le contrôle des installations d'assainissement non collectif. Cette mission de contrôle est effectuée soit par une vérification de la conception et de l'exécution des installations réalisées ou réhabilitées depuis moins de dix ans, soit par un diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien pour les autres installations, établissant, si nécessaire, une liste des travaux à effectuer.

Les communes déterminent la date à laquelle elles procèdent au contrôle des installations d'assainissement non collectif ; elles effectuent ce contrôle au plus tard le 31 décembre 2012, puis selon une périodicité qui ne peut pas excéder dix ans.

Elles peuvent, à la demande du propriétaire, assurer l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif. Elles peuvent en outre assurer le traitement des matières de vidanges issues des installations d'assainissement non collectif.

Elles peuvent fixer des prescriptions techniques, notamment pour l'étude des sols ou le choix de la filière, en vue de l'implantation ou de la réhabilitation d'un dispositif d'assainissement non collectif.

➡ Article R2224-7

Peuvent être placées en zone d'assainissement non collectif les parties du territoire d'une commune dans lesquelles l'installation d'un système de collecte des eaux usées ne se justifie pas, soit parce qu'elle ne présente pas d'intérêt pour l'environnement et la salubrité publique, soit parce que son coût serait excessif.

➡ Article R2224-8

L'enquête publique préalable à la délimitation des zones mentionnées aux 1° et 2° de l'article L. 2224-10 est conduite par le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, dans les formes prévues par les articles R. 123-6 à R. 123-23 du code de l'environnement.

➡ Article R2224-15

Les communes doivent mettre en place une surveillance des systèmes de collecte des eaux usées et des stations d'épuration en vue d'en maintenir et d'en vérifier l'efficacité, d'une part, du milieu récepteur du rejet, d'autre part.

Un arrêté des ministres chargés de la santé et de l'environnement fixe les modalités techniques selon lesquelles est assurée la surveillance :

- a) De l'efficacité de la collecte des eaux usées ;*
- b) De l'efficacité du traitement de ces eaux dans la station d'épuration ;*
- c) Des eaux réceptrices des eaux usées épurées ;*
- d) Des sous-produits issus de la collecte et de l'épuration des eaux usées.*

Les résultats de la surveillance sont communiqués par les communes ou leurs délégataires à l'agence de l'eau et au préfet, dans les conditions fixées par l'arrêté mentionné à l'alinéa précédent.

II Etat des lieux de l'assainissement collectif

II.1 Organisation et gestion

La compétence de l'assainissement collectif (collecte et traitement des eaux usées) est portée par la Communauté de Communes Beaujolais Nizerand Morgon.

Le service est exploité en délégation de service public par l'entreprise VEOLIA EAU.

Plusieurs études ont été réalisées sur le territoire de la CCBNM, et notamment un schéma directeur d'assainissement (G2C Environnement, 2005) et un diagnostic des réseaux (Artelia, 2012).

La commune de Cogny appartient au système d'assainissement « Morgon ». Il collecte les effluents du bourg de Cogny et de certains hameaux à l'Est de la commune. Le traitement s'effectue à la station d'épuration de Thoiry sur la commune de Lacenas.

II.2 Inventaire des rejets

La commune de Cogny compte environ 580 équivalents-habitants raccordés au système d'assainissement de Thoiry, soit environ 240 abonnés à l'assainissement collectif d'après le taux communal de 2.4 habitants par logement.

II.3 Système d'assainissement « Morgon »

II.3.1 Réseaux de collecte

Les eaux usées et les eaux pluviales du bourg sont collectées par un réseau unitaire. Les différents hameaux à proximité du bourg et à l'Est de la commune sont desservis par un réseau séparatif.

Les effluents transitent par un déversoir d'orage avant de traverser la commune de Lacenas et d'être acheminées jusqu'à la station de traitement de Thoiry.

Les principales caractéristiques du réseau sont présentées dans le tableau ci-après :

Type de réseau	Linéaires	Ouvrages particuliers	Tronçons présentant des apports d'eaux claires parasites (<i>Diagnostic 2012</i>)
Mixte	4.7 km de réseaux séparatifs (56 %)	2 déversoirs d'orage	Débit linéaire d'ECP compris entre 20 et 50 l/j/ml : - 1 900 ml de réseaux fortement dégradés (cf. ITV) entre le RV n°47 et le DO n°8)
Gravitaire	3.7 km de réseaux unitaires (44%)		- 540 ml de réseaux « préoccupants » au niveau des Grandes Maisons

Un plan des réseaux d'assainissement figure en Annexe n°1.

Différents travaux ont été préconisés dans le diagnostic de 2012 pour la commune de Cogny :

Priorité	Année	Travaux	Coût	Gain
1	Année 1	Déconnexion du fossé pluvial par rapport au réseau unitaire	15 000 €	-0.7 ha de surface active
		Mise en séparatif de la rue Mont Saint Guibert en amont du DO 6 (déconnexion du fossé), et suppression du DO	40 000 €	-3.1 ha de surface active
2	Année 4	Mise en place d'un bassin d'orage en amont de la STEP de Thoiry	99 000 €	Suppression des déversements pour des événements d'une période de retour inférieure à 1 mois
	Année 5	Remplacement du tronçon « talweg » si pas de mise en séparatif (Option)	217 000 €	-0.5 m³/h d'eaux claires parasites
	Année 6	Dégagement et mise à niveau des regards sous enrobé	35 000 €	Amélioration des conditions d'exploitation
3	Année 12	Mise en séparatif de la rue Mont Saint Guibert	119 000 €	-0.4 m³/h d'eaux claires parasites -1.5 ha de surface active
	Année 13	Mise en séparatif branche « Les Meules »	84 000 €	-0.6 m³/h d'eaux claires parasites -1 ha de surface active
		Mise en séparatif branche « thalweg »	79 000 €	-0.5 m³/h d'eaux claires parasites
		Mise en séparatif branche « D84 »	83 000 €	-0.6 m³/h d'eaux claires parasites -0.3 ha de surface active
		Mise en séparatif branche « amont village »	53 000 €	-0.4 m³/h d'eaux claires parasites -7.8 ha de surface active
	Année 14	Mise en séparatif branche « R48»	82 000 €	-0.5 m³/h d'eaux claires parasites -1.7 ha de surface active
	Année 15	Investigations préalables au remplacement du tronçon des Grandes Maisons	2 000 €	-
		Remplacement du tronçon des Grandes Maisons	149 000 €	-0.4 m³/h d'eaux claires parasites
TOTAL			1 056 000 €	-4 m³/h d'eaux claires parasites -16 ha de surface active

Le réseau d'assainissement de Cogny est ancien, notamment dans le bourg et sur les secteurs en unitaire. Différents travaux ont été préconisés dans le diagnostic d'assainissement de 2012 : mises en séparatif, déconnexions de fossés, etc. L'échéancier proposé devra être respecté dans la mesure du possible.

II.3.2 Station d'épuration de Thoiry

■ Présentation et dimensionnement

La station de Thoiry, située sur la commune de Lacenas, a été construite en 1980 et est de type boues activées. L'ouvrage a initialement été dimensionné pour traiter environ 75 kg de DBO₅/jour soit 1 400 EH d'après les ratios actuels. La population actuellement raccordée est estimée à 830 EH, d'après le diagnostic d'assainissement de 2012.



▪ Autosurveillance

D'après les résultats de l'autosurveillance de 2009, les rejets respectent les limites prescrites par l'arrêté du 22 juin 2007 en concentrations et en rendements. Cependant ils ne respectent pas les niveaux à atteindre sur la DCO et la pollution azotée et phosphorée, définis dans le dossier de déclaration de la station.

Le tableau suivant reprend les rendements épuratoires minimaux requis pour respecter l'objectif de qualité classe « verte ». Ils ont été calculés dans le dossier de déclaration de la station :

	DBO ₅	DCO	MES	NTK	P _T
Rendement épuratoire minimal requis pour respecter l'objectif classe « verte »	95.2 %	90.4 %	79.1 %	93.6 %	95.9 %
Rendements moyens actuels	98 %	93 %	97 %	95 %	56 %

▪ Dysfonctionnements rencontrés

La station d'épuration est globalement vétuste : le béton est vieillissant, le dégrilleur est manuel et il n'y a pas d'autres prétraitements, la filière boues n'est pas adéquate. De plus l'aération n'est pas suffisante dans le bassin des boues activées, ce qui peut entraîner la présence de bactéries filamenteuses et limiter la décantabilité. Des départs de boues sont parfois observés.

▪ Capacité résiduelle et conclusions

D'après la charge collectée actuelle, l'unité de traitement de Thoiry n'est qu'à 60 % de sa capacité organique nominale. Cependant étant donné son état et son fonctionnement (niveaux définis dans le dossier de déclaration de la station non atteints), il est recommandé de réaliser rapidement les travaux préconisés par le diagnostic de 2012. En effet, ces travaux sur les réseaux et sur la station amélioreront le fonctionnement de l'unité et lui permettront d'accepter de nouveaux raccordements.

Le programme de travaux du diagnostic présente plusieurs solutions : mise en place d'un dégrilleur automatique et d'un dispositif de stockage des boues (40 m³ avec un agitateur et une pompe d'extraction, la réhabilitation des ouvrages béton, et le remplacement de la turbine existante par une de 8kW.

III Etat des lieux de l'assainissement autonome

III.1 Organisation du service d'assainissement non collectif

La compétence assainissement non collectif est portée par la communauté de communes Beaujolais Nizerand Morgon. La gestion du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC), créé en 2005 est gérée en régie directe.

La commune de Cogny compte 196 habitations disposant d'un assainissement autonome. Les diagnostics initiaux ont commencé fin 2011 et se sont poursuivis en 2012. Les résultats communaux sont les suivants :

- 11 installations sont non conformes et présentent un risque sanitaire avéré (soit 7% des installations visitées) ;
- 97 installations sont non conformes mais ne présentent pas de risque avéré (soit 60% des installations visitées) ;
- 53 installations sont conformes (soit 33% des installations visitées) ;
- 35 habitations n'ont pas encore été contrôlées dont 25 qui vont prochainement être raccordées au réseau d'assainissement collectif, dans le cadre de travaux d'extensions.

Sur l'ensemble de la commune, près de 70 % des installations sont non conformes, mais moins de 10 % d'entre elles présentent un risque sanitaire ou environnemental avéré.

III.2 Faisabilité de l'assainissement non collectif

III.2.1 Méthodologie

Afin de définir les possibilités en termes d'assainissement pour les secteurs actuellement non desservis par un réseau collectif, il est indispensable d'identifier :

- **Les contraintes environnementales :** la présence de périmètre de protection de captage ou de zone inondable peut rendre impossible toute solution d'assainissement non collectif, auquel cas l'analyse des points suivants n'est pas nécessaire ;
- **Les contraintes d'habitat :** la surface disponible sur la parcelle attenante à l'habitation est un élément déterminant pour le choix de la filière d'assainissement non collectif. Dans le cas où aucune disponibilité foncière n'est envisageable, le recours à des filières compactes ou semi-collective (une filière pour quelques habitations) devra être envisagé ;
- **Les caractéristiques du milieu physique :** quand la mise en place de filière d'assainissement non collectif est envisageable, une analyse du milieu physique est réalisée (à l'aide des paramètres Sol, Eau, Roche, Pente).

La faisabilité de l'assainissement non collectif a été définie en 2005 dans le schéma directeur d'assainissement (G2C Environnement).

III.2.2 Contraintes environnementales

Aucune habitation en assainissement autonome n'est située à l'intérieur d'un périmètre de protection de captage ni au sein d'une zone pouvant être soumise à des inondations. Il n'y a pas de contraintes environnementales particulières sur la commune de Cogny.

III.2.3 Contraintes d'habitat

Sur le territoire communal de Cogny, les contraintes d'habitat sont particulièrement importantes. Beaucoup d'habitation possèdent une ou plusieurs contraintes majeures, et notamment de fortes pentes (secteurs Le Creux, Le Montessuis, Le Maillet, La Roche) qui nécessite un aménagement, voire qui empêche l'installation de tout système ; ou une faible surface parcellaire.

III.2.4 Caractéristiques du milieu physique

La caractérisation du milieu physique a été réalisée lors du précédent zonage. Pour cela, 24 sondages à la tarière manuelle et 3 tests de perméabilité avaient été réalisés. Cinq unités de sols ont été mises en évidence :

	Secteur	Type de sol	Perméabilité	Aptitude	Filière
1	La Roche, Chardonnet, Cordel, Le Champ, Le Montessuis, Le Bret, Ricottier, Lachanal, Vauzelle, Le Loup, Pollui, Champ Patin, Les Plaches, Font Moiroux, Le Chervet, Lapalud, Trève-Fontoin	Sol argilo-limoneux 0.4m de profondeur	Pas de mesure	Défavorable	Tertre d'infiltration drainé
2	Le Moly	Sol limono-argileux 0.6m de profondeur	75 mm/h	Peu favorable	Tertre d'infiltration non drainé
3	Celibety	Sol argileux 1m de profondeur	<10 mm/h	Défavorable	Filtre à sable vertical drainé
4	Croix de Fer	Sol argilo-sableux 1m de profondeur	122 mm/h	Peu favorable	Filtre à sable vertical non drainé
5	Le Grand Fond	Sol limono-argileux 0.4m de profondeur	Pas de mesure	Défavorable	Tertre d'infiltration drainé

Les fiches décrivant les filières préconisées sont présentées en Annexe n°2.

Le territoire communal de Cogny repose globalement sur des sols peu favorables voire défavorables à la mise en place d'un traitement autonome classique.

III.2.5 Synthèse

Il est important de souligner que le type de filière est donné à titre indicatif sur la base de l'étude réalisée et que la filière à mettre en place ne pourra être déterminée qu'à l'issue d'une étude approfondie à l'échelle de la parcelle concernée.

IV Zonage d'assainissement des eaux usées

IV.1 Zones en assainissement collectif

IV.1.1 Choix des élus

Conformément au précédent zonage d'assainissement des eaux usées, le choix retenu est de maintenir les secteurs classés en collectif et d'y inclure les hameaux Le Loup et Le Moly, au Sud-ouest du bourg de Cogny. Le coût des travaux est estimé à 365 000 € (*Zonage d'assainissement, G2C Environnement, 2005*).

Ce choix s'explique par la proximité de ces deux hameaux au réseau existant et le nombre important d'habitations raccordables : 30 au minimum.

IV.1.2 Organisation du service d'assainissement collectif

La collectivité est tenue d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées (art. L 2224-8 du CGCT).

L'étendue des prestations et les délais dans lesquels ces prestations doivent être assurées sont fixés, par décret en Conseil d'Etat, en fonction des caractéristiques des communes et notamment de l'importance des populations raccordées.

L'ensemble de ces prestations doit, en tout état de cause, être assuré sur la totalité du territoire au plus tard au 31 Décembre 2005 (art. L 2224-9 du CGCT).

Le raccordement des immeubles aux égouts disposés, sous la voie publique, pour recevoir les eaux domestiques est obligatoire dans un délai de 2 ans à compter de la mise en service de l'égout (Article L1331-1 du Code de la Santé publique (CSP)).

Tous les ouvrages nécessaires pour amener les eaux usées à la partie publique du branchement sont à la charge exclusive des propriétaires et la commune contrôle la conformité des installations correspondantes (Article L1331-4 du CSP).

Dès l'établissement du branchement, les fosses et autres installations de même nature sont mises hors d'état de service ou de créer des nuisances à venir, par les soins et aux frais des propriétaires (Article L 1331-5 du CSP).

IV.2 Zones en assainissement non collectif

IV.2.1 Définition

La Loi sur l'eau affirme l'intérêt général de la préservation de l'eau, patrimoine commun de la Nation. Elle désigne l'assainissement non collectif comme une technique d'épuration à part entière permettant de contribuer à cet objectif en protégeant la santé des individus et en préservant la qualité des milieux naturels grâce à une épuration avant rejet.

L'assainissement non collectif (ou autonome, ou individuel) désigne tout système d'assainissement effectuant la collecte, le traitement et le rejet des eaux usées domestiques sur une parcelle privée. Ce mode d'assainissement efficace permet de disposer de solutions économiques pour l'habitat dispersé.

IV.2.2 Choix des élus

Le reste de la commune présente un habitat diffus. La faible densité d'habitations des autres hameaux ne permet pas d'envisager la mise en place d'un système d'assainissement collectif à un coût raisonnable.

De plus, la Communauté de Communes Beaujolais Nizerand Morgon doit déjà réaliser de nombreux investissements sur les réseaux de collecte et les unités de traitement des différents systèmes d'assainissement de son territoire.

Pour ces raisons, le reste du territoire communal est maintenu en assainissement non collectif.

IV.2.3 Description des filières d'assainissement non collectif

D'après les données collectées, la contrainte principale est la faible perméabilité des sols et le manque de place.

Les fiches descriptives des filières paraissant adaptées à l'issue de l'étude de sols réalisée dans le cadre du précédent zonage, sont proposées en Annexe n°2.

Il est recommandé à tout particulier désirant construire ou réhabiliter un dispositif d'assainissement non collectif de faire réaliser une étude à la parcelle qui déterminera les contraintes au droit du projet et la filière la plus adaptée.

IV.2.4 Gestion et organisation

IV.2.4.1 Le service public d'assainissement non collectif

La mise en place du Service Public d'Assainissement Non Collectif a été instituée par la loi sur l'eau du 3 janvier 1992.

La loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006 a modifié et précisé certains aspects de ce service, dont les principales obligations ont été retranscrites dans le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment dans l'Article L2224-8 – III :

Pour les immeubles non raccordés au réseau public de collecte, **les communes assurent le contrôle des installations d'assainissement non collectif**. Cette mission de contrôle est effectuée soit par une vérification de la conception et de l'exécution des installations réalisées ou réhabilitées depuis moins de dix ans, soit par un diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien pour les autres installations, établissant, si nécessaire, une liste des travaux à effectuer.

Les communes déterminent la date à laquelle elles procèdent au contrôle des installations d'assainissement non collectif ; **elles effectuent ce contrôle au plus tard le 31 décembre 2012**, puis selon une **périodicité qui ne peut pas excéder dix ans**.

Elles peuvent, à la **demande du propriétaire**, assurer l'**entretien** et les **travaux de réalisation** et de **réhabilitation** des installations d'assainissement non collectif. Elles peuvent en outre assurer le **traitement des matières de vidanges** issues des installations d'assainissement non collectif.

Elles peuvent **fixer des prescriptions techniques**, notamment pour l'étude des sols ou le choix de la filière, en vue de l'implantation ou de la réhabilitation d'un dispositif d'assainissement non collectif.

IV.2.4.2 Le contrôle des installations

Plusieurs contrôles peuvent être mis en œuvre suivant le type d'installation :

➡ **Le contrôle de conception et d'implantation des installations nouvelles :**

Ce contrôle permet de s'assurer que le projet d'assainissement du particulier est en adéquation avec les caractéristiques du terrain (nature du sol, pente, présence d'un puits destiné à la consommation humaine,...) et la capacité d'accueil de l'immeuble.

Il permet également d'informer et de conseiller l'utilisateur.

➡ **Le contrôle de réhabilitation**

Ce contrôle permet de s'assurer que les travaux sont réalisés conformément aux règles de l'Art (Norme AFNOR DTU XP 64.1 d'août 2013) et de vérifier le respect du projet validé par le SPANC.

Il permet également d'informer et de conseiller l'utilisateur sur l'entretien de son installation d'assainissement individuel.

Il est réalisé avant le remblaiement des ouvrages et la remise en état du sol.

➡ **Le contrôle de bon fonctionnement**

Ce contrôle permet de vérifier le bon fonctionnement de l'installation d'assainissement non collectif et de s'assurer qu'elle n'est pas à l'origine de pollutions et / ou de problèmes de salubrité publique. Il est réalisé de manière régulière selon une périodicité comprise entre 4 et 8 ans. La fréquence maximale a été décalée à 10 ans d'après la Loi Grenelle II.

Il permet également d'informer et de conseiller l'utilisateur.

IV.2.4.3 L'entretien des installations

L'article 15 de l'arrêté du 7 septembre 2009 fixe les modalités d'entretien des dispositifs d'assainissement non collectif :

« Les installations d'assainissement non collectif sont entretenues régulièrement par le propriétaire de l'immeuble et vidangées par des personnes agréées par le préfet selon des modalités fixées par arrêté des ministres chargés de l'intérieur, de la santé, de l'environnement et du logement, de manière à assurer :

- *leur bon fonctionnement et leur bon état, notamment celui des dispositifs de ventilation et, dans le cas où la filière le prévoit, des dispositifs de dégraissage ;*
- *le bon écoulement et la bonne distribution des eaux usées prétraitées jusqu'au dispositif de traitement ;*

- *l'accumulation normale des boues et des flottants et leur évacuation.*

Les installations doivent être vérifiées et entretenues aussi souvent que nécessaire.

La périodicité de vidange de la fosse toutes eaux doit être adaptée en fonction de la hauteur de boues, qui ne doit pas dépasser 50 % du volume utile.

Les installations, les boîtes de branchement et d'inspection doivent être fermées en permanence et accessibles pour assurer leur entretien et leur contrôle.

Les conditions d'entretien sont mentionnées dans le guide d'utilisation, qui doit être fourni avec la filière et qui précise les modalités d'installation, d'entretien et de vidange des dispositifs. »

Pour mémoire, l'arrêté du 6 mai 1996 fixait la périodicité de la vidange de la fosse toutes eaux à 4 ans, ce qui permet de fixer un ordre de grandeur, pertinent pour de l'habitat permanent. **De plus, il est nécessaire de demander un bordereau de suivi des déchets.** Le DTU XP 64.1 d'août 2013, norme pour la mise en œuvre des dispositifs d'assainissement non collectif, précise :

Produits	Objectifs de l'entretien	Action	Périodicité de référence
Fosse septique	Eviter le départ des boues vers le traitement	Inspection et vidange des boues et des flottants si hauteur de boues > 50 % de la hauteur sous fil d'eau (fonction de la configuration de la fosse septique)* Veiller à la remise en eau	Première inspection de l'ordre de 4 ans après mise en service ou vidange, puis périodicité à adapter en fonction de la hauteur de boues
Préfiltre intégral ou non à la fosse septique et boîte de bouclage et de collecte	Eviter son colmatage	Inspection et nettoyage si nécessaire	Inspection annuelle
Bac dégraisseur (suffisamment dimensionné)	Eviter le relargage des graisses	Inspection et nettoyage si nécessaire	Inspection semestrielle
Boîte de bouclage et de collecte	Eviter toute obstruction ou dépôt	Inspection et nettoyage si nécessaire	Inspection et nettoyage si boîte de bouclage et de collecte en charge
Dispositifs aérobies	Selon les instructions d'exploitation et de maintenance claires et compréhensibles fournies par le fabricant		

IV.2.5 Coûts et répercussions

En application des articles R2333-121 et R2333-122 du Code général des collectivités territoriales, les prestations de contrôle assurées par le SPANC donnent lieu au paiement par l'utilisateur d'une redevance d'assainissement non collectif. Cette redevance spécifique est destinée à financer les charges du service et doit être distincte de la redevance d'assainissement collectif.

En matière d'investissement, les travaux restent à la charge des propriétaires. Le coût moyen unitaire d'une réhabilitation est évalué entre 4 000 et 10 000 €HT. Les particuliers peuvent, dans certains cas, bénéficier d'aides financières de la part de l'agence de l'eau.

IV.3 Cartographie

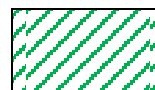
En cohérence avec le document d'urbanisme, le zonage d'assainissement des eaux usées définit :

➤ **Des zones d'assainissement collectif en situation actuelle :**



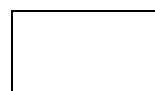
Sont concernées par ce zonage les parcelles raccordées ou desservies par un réseau collectif d'assainissement des eaux usées, séparatif ou unitaire.

➤ **Des zones d'assainissement collectif en situation future :**



Sont concernées par ce zonage les parcelles incluses desservies en situation future par le réseau collectif.

➤ **Des zones d'assainissement non collectif :**



Sont concernées par ce zonage le reste du territoire communal non concerné par les zonages en collectif en situation actuelle ou future.

IV.4 Orientations

Le zonage d'assainissement consistera à définir :

➤ **En assainissement collectif actuel :**

Le bourg de Cogny, ainsi que les hameaux Les Averlys, les Grands Maisons, Pollui, La Brosse et Regny.

➤ **En assainissement collectif futur :**

Le Moly, Le Loup et deux dents creuses du bourg (à l'Est).

➤ **En assainissement non collectif :**

Le reste du territoire communal.

La cartographie présentée en Annexe n°3 constitue le zonage d'assainissement des eaux usées de la commune.



Zonage pluvial

I Rappels réglementaires

Le principe général de gestion des eaux pluviales est fixé par le Code Civil :

➡ Code Civil Article 640

« Les fonds inférieurs sont assujettis envers ceux qui sont plus élevés à recevoir les eaux qui en découlent naturellement sans que la main de l'homme y ait contribué.

Le propriétaire inférieur ne peut point élever de digue qui empêche cet écoulement.

Le propriétaire supérieur ne peut rien faire qui aggrave la servitude du fonds inférieur. »

➡ Code Civil Article 641

« Tout propriétaire a le droit d'user et de disposer des eaux pluviales qui tombent sur son fonds. Si l'usage de ces eaux ou la direction qui leur est donnée aggrave la servitude naturelle d'écoulement établie par l'article 640, une indemnité est due au propriétaire du fonds inférieur.

La même disposition est applicable aux eaux de sources nées sur un fonds.

Lorsque, par des sondages ou des travaux souterrains, un propriétaire fait surgir des eaux dans son fonds, les propriétaires des fonds inférieurs doivent les recevoir ; mais ils ont droit à une indemnité en cas de dommages résultant de leur écoulement.

Les maisons, cours, jardins, parcs et enclos attenants aux habitations ne peuvent être assujettis à aucune aggravation de la servitude d'écoulement dans les cas prévus par les paragraphes précédents.

Les contestations auxquelles peuvent donner lieu l'établissement et l'exercice des servitudes prévues par ces paragraphes et le règlement, s'il y a lieu, des indemnités dues aux propriétaires des fonds inférieurs sont portées, en premier ressort, devant le juge du tribunal d'instance du canton qui, en prononçant, doit concilier les intérêts de l'agriculture et de l'industrie avec le respect dû à la propriété. »

L'article L. 2333-97 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que la gestion des eaux pluviales des aires urbaines constitue un service public administratif relevant des communes :

➡ CGCT Article L2333-97

« La gestion des eaux pluviales urbaines correspondant à la collecte, au transport, au stockage et au traitement des eaux pluviales des aires urbaines constituent un service public administratif relevant des communes, qui peuvent instituer une taxe annuelle pour la gestion des eaux pluviales urbaines, dont le produit est affecté à son financement. Ce service est désigné sous la dénomination de service public de gestion des eaux pluviales urbaines. »

Les communes conservent également une responsabilité particulière en ce qui concerne le ruissellement des eaux sur le domaine public routier.

➡ **Code de la voirie routière Article R141-2**

« Les profils en long et en travers des voies communales doivent être établis de manière à permettre l'écoulement des eaux pluviales et l'assainissement de la plate-forme ».

De plus, les collectivités sont tenues de mettre en place un zonage d'assainissement des eaux pluviales, au même titre que le zonage d'assainissement des eaux usées.

La réalisation du zonage d'assainissement est imposée par le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), modifié par la loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques du 30 décembre 2006, qui précise :

➡ **CGCT Article L2224-10**

« Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :

[...]

3) Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement

4) Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement. »

Le zonage d'assainissement n'a aucune valeur réglementaire s'il ne passe pas les étapes d'enquête publique et d'approbation.

A noter aussi que l'article L211-7 du code de l'environnement habilite au demeurant les collectivités territoriales et leurs groupements à entreprendre l'étude, l'exécution et l'exploitation de tous travaux, ouvrages ou installations présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence, visant la maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement.

Enfin, dans le cadre de ses pouvoirs de police, le maire doit prendre des mesures destinées à prévenir les inondations ou à lutter contre la pollution qui pourrait être causée par les eaux pluviales. La responsabilité de la commune, voire celle du maire en cas de faute personnelle, peut donc être engagée par exemple en cas de pollution d'un cours d'eau résultant d'un rejet d'eaux pluviales non traitées.

II Synthèse des outils de gestion

Le tableau ci-après synthétise les orientations de gestion définies par les différents outils existants sur la commune de Cogny :

Outils de gestion		Surface exprimée en hectares (ha)				Occurrence de dimensionnement
		< 1 ha	[1-7]]7-20]]20 et +[
SDAGE	Rhône Méditerranée	<i>Aucune valeur chiffrée</i>				
SAGE		<i>Pas de SAGE</i>				
Contrat de milieu	Rivières du Beaujolais (volet B2)	<i>Aucune valeur chiffrée</i>				
MISE 69	Guide de préconisations	5 à 10 l/s.ha	5 à 10 l/s.ha	5 à 10 l/s.ha	5 à 10 l/s.ha	Entre 10 et 30 ans
PPRi		<i>Pas de PPRi</i>				

Le débit spécifique quinquennal généré par le Morgon a été estimé à environ 2.6 l/s.ha. Ce débit est le débit généré en état actuel au droit du territoire communal.

Le débit de référence qui sera imposé aux futurs aménageurs est basé sur les valeurs proposées par la MISE, à savoir 5 l/s.ha. L'occurrence de dimensionnement des ouvrages sera de 10 ans.

Ces prescriptions particulières sont imposées par le présent document sur les zones U, AU et Nh attenantes au bourg, définies dans le PLU. Elles figurent sur le projet de zonage pluvial présenté en Annexe n°5.

III Orientations de gestion

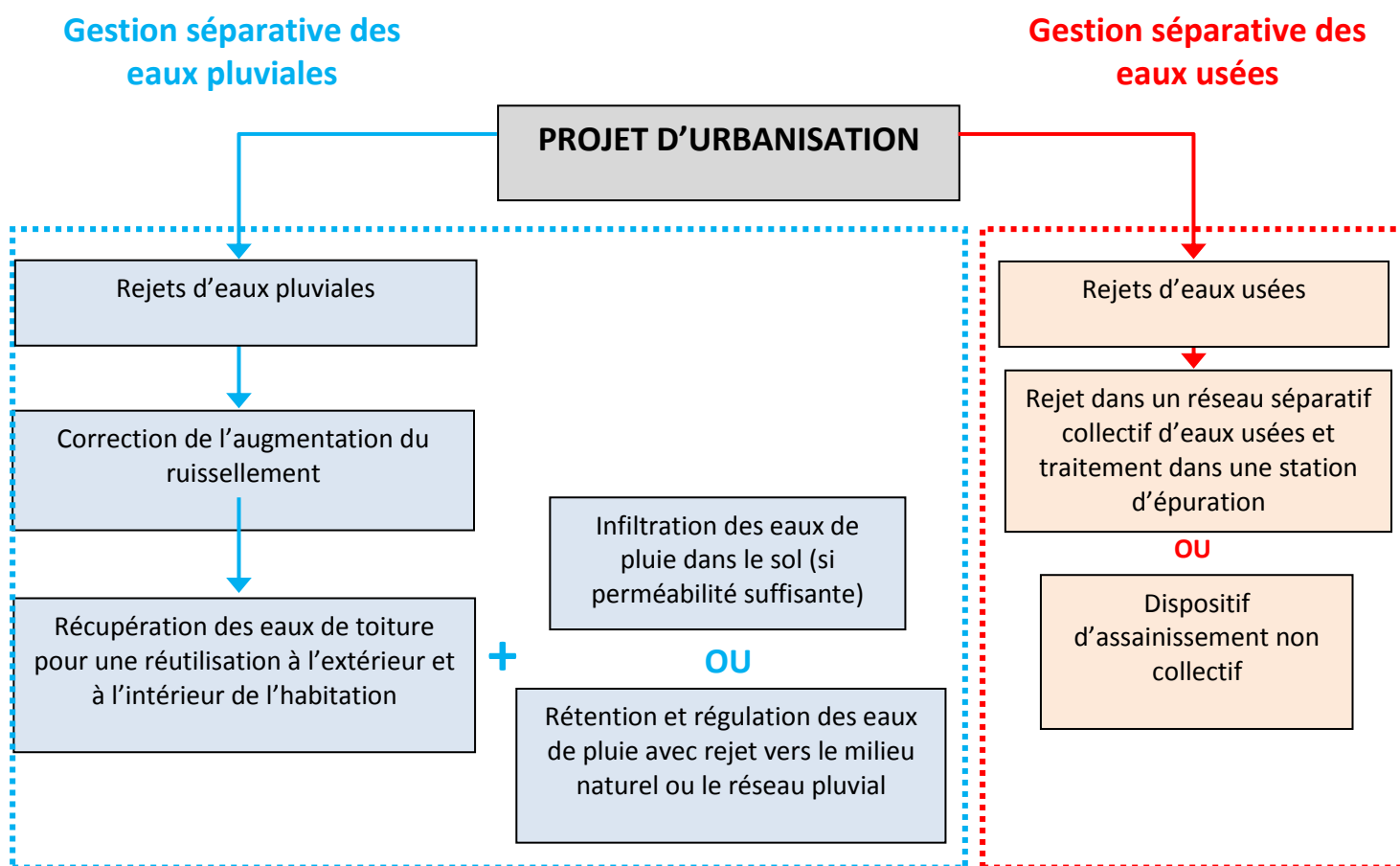
III.1 Principe général

Bien que la gestion des eaux pluviales urbaines soit un service public à la charge des communes, il semble indispensable d'imposer aux aménageurs, qui au travers de leur projet d'urbanisation sont susceptibles d'aggraver les effets néfastes du ruissellement tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, des prescriptions en termes de maîtrise de l'imperméabilisation et de ruissellement.

Ces prescriptions doivent également permettre de pérenniser les infrastructures collectives en évitant notamment les surcharges progressives des réseaux.

Ainsi, d'une manière générale, les aménageurs devront systématiquement rechercher une gestion des eaux pluviales à la parcelle. La collectivité se réserve le droit de refuser un rejet dans les réseaux collectifs si elle estime que l'aménageur dispose d'autres alternatives pour la gestion des eaux pluviales.

Le schéma suivant illustre le principe général de la gestion des eaux pluviales imposées à un aménageur.



III.2 Terminologie

Les eaux pluviales correspondent d'une part à toutes les eaux issues des précipitations (pluie, neige) qui ruissellent à la surface des toitures ou du sol et d'autre part à toutes les eaux utilisées pour l'arrosage, le nettoyage des voiries, etc.

Une distinction fondamentale doit également être faite entre les termes récupération et rétention des eaux pluviales.

La récupération des eaux pluviales consiste à prévoir un dispositif de collecte et de stockage des eaux pluviales (issues des eaux de toiture) en vue d'une réutilisation de ces eaux. Le stockage des eaux est permanent. Dès lors que la cuve de stockage est pleine, tout nouvel apport d'eaux pluviales est directement rejeté au milieu naturel. Ainsi, lorsque la cuve est pleine et lorsqu'un orage survient, la cuve de récupération n'assure plus aucun rôle tampon des eaux de pluie. Le dimensionnement de la cuve de récupération est fonction des besoins de l'aménageur.

La rétention des eaux pluviales vise à mettre en œuvre un dispositif de rétention et de régulation permettant au cours d'un événement pluvieux de réduire le rejet des eaux pluviales du projet au milieu naturel. Un orifice de régulation assure une évacuation permanente des eaux collectées à un débit défini. Un simple ouvrage de rétention ne permet pas une réutilisation des eaux. Pour se faire, il doit être couplé à une cuve de récupération. Le dimensionnement de l'ouvrage est fonction de la pluie et de la superficie collectée.

L'infiltration des eaux pluviales consiste à évacuer les eaux pluviales dans le sous-sol par l'intermédiaire d'un puits ou d'un ouvrage d'infiltration (puits perdu, noue, bassin, etc.). La faisabilité de l'infiltration est liée à la capacité du sol à absorber les eaux pluviales. Des sondages de sol et des essais de perméabilité doivent être réalisés préalablement à l'infiltration afin de juger de la faisabilité de l'infiltration et dimensionner les ouvrages en conséquence.

III.3 Récupération des eaux pluviales

La récupération des eaux pluviales devra systématiquement être privilégiée par les aménageurs.

Conformément à l'arrêté du 21 Août 2008, les eaux issues de toitures peuvent être réutilisées dans les cas suivants :

- Arrosage des jardins et des espaces verts ;
- Utilisation pour le lavage des sols ;
- Utilisation pour l'évacuation des excréta ;
- Et sous réserve de la mise en œuvre d'un dispositif de traitement adapté et certifié, pour le nettoyage du linge.

Pour rappel, **seules les eaux de toitures** seront recueillies dans ces ouvrages. Les eaux de toiture constituent les eaux de pluie collectées à l'aval de toitures inaccessibles, c'est-à-dire interdite d'accès sauf pour des opérations d'entretien et de maintenance. A noter que les eaux récupérées sur des toitures en amiante-ciment ou en plomb ne peuvent être réutilisées à l'intérieur des bâtiments.

Les eaux récupérées pourront être réutilisées sauf au sein des centres hospitaliers, des cabinets médicaux, des crèches, des écoles maternelles et des écoles primaires. Toutefois, la loi Grenelle II a modifié les règles en permettant cette utilisation, sous réserve d'une déclaration préalable au maire

de la commune concernée. La réglementation actuelle devrait donc être modifiée tout en assurant les exigences sanitaires fixées lors de l'élaboration de l'arrêté du 21 août 2008.

Toute interconnexion avec le réseau de distribution d'eau potable est formellement interdite.

Les cuves de récupération des eaux de pluie seront enterrées ou installées à l'intérieur des bâtiments (cave, garage, etc.). L'ouvrage sera équipé d'un trop-plein raccordé ou non au dispositif d'infiltration ou de rétention. Les cuves de récupération des eaux pluviales enterrées et installées dans un sol susceptible d'être soumis à des montées de nappe, seront lestées et ancrées afin d'éviter tout soulèvement lors de la montée des eaux.

Un volume de 2 à 4 m³ est susceptible de satisfaire les besoins d'une famille de 4 personnes selon les usages.

III.4 Evacuation des eaux pluviales

Concernant l'évacuation des eaux pluviales, trois principes s'offrent aux aménageurs :

- L'infiltration des eaux pluviales dans le sol, qui sera privilégiée, sous réserve que le sol en place soit apte à recevoir les eaux pluviales de l'aménagement ;
- Le rejet dans un milieu superficiel (fossé, talweg, ruisseau) ;
- Le rejet dans un réseau de collecte des eaux pluviales.

III.4.1 Infiltration des eaux pluviales

L'infiltration des eaux pluviales consiste à infiltrer dans le sous-sol les eaux de ruissellement générées par un projet. Cette solution permet de ne pas avoir à gérer les eaux dans des infrastructures de stockage ou de collecte.

L'infiltration des eaux pluviales devra systématiquement être recherchée et privilégiée par les aménageurs. Il est préconisé que le dispositif d'infiltration soit dimensionné a minima pour gérer une pluie de période de retour 10 ans.

Il est rappelé que la collectivité compétente se réserve le droit de refuser un rejet d'eaux pluviales dans ses infrastructures si elle estime que l'aménageur dispose de solutions alternatives de gestion des notamment par le biais de l'infiltration. L'aménageur pourra ainsi argumenter sa demande de rejet avec une étude de sols.

L'infiltration est assurée en général par des puits d'infiltration (profondeur entre 1,5 et 5 m) ou des tranchées d'infiltration superficielles. Un exemple de puits d'infiltration est donné en Annexe 4.

La faisabilité de l'infiltration sera jugée sur les critères suivants :

- **Perméabilité des sols :**
 - Les sols présentant une perméabilité $P \leq 10^{-7}$ m/s ne permettent pas l'infiltration correcte des eaux pluviales. L'infiltration est interdite sur ces secteurs.
 - Sur les sols présentant une perméabilité comprise entre $10^{-7} < P \leq 10^{-4}$ m/s, l'infiltration des eaux pluviales pourra être réalisée directement dans le sol par le biais d'un puits d'infiltration par exemple.
 - Les sols présentant une perméabilité supérieure à $P > 10^{-4}$ m/s sont favorables à l'infiltration des eaux pluviales mais la forte perméabilité des sols présente un risque

de transfert rapide des polluants vers les écoulements souterrains (risque de pollution des nappes).

Des précautions doivent donc être prises lors de la mise en œuvre de dispositifs d'infiltration des eaux pluviales issues de voiries et de parking, telles que la mise en place de dispositifs étanchés de traitement par décantation ou par confinement (type bassin de rétention). Ce système doit permettre de piéger une partie de la pollution contenue dans les eaux pluviales avant infiltration dans le sous-sol. De plus, pour les zones d'activités et les parkings, un débourbeur-déshuileur sera mis en œuvre en aval de l'ouvrage de rétention et en amont du dispositif d'infiltration.

- **Pente du terrain :** Aucun dispositif d'infiltration ne devra être implanté sur des parcelles présentant des pentes supérieures à 10 %, sauf si une étude technique apporte la justification de l'absence d'impact sur les parcelles et les biens situés en aval.
- **Zone inondable :** Aucun dispositif d'infiltration ne devra être implanté dans l'emprise d'une zone inondable.
- **Périmètre de protection de captage :** Aucun dispositif d'infiltration ne devra être implanté dans l'emprise d'un périmètre de protection de captage.
- **Présence d'une nappe ou d'un écoulement souterrain :** Une hauteur minimale de 1 m sera respectée entre le fond du dispositif d'infiltration et le niveau maximal de la nappe ou de l'écoulement souterrain.

Toutefois, l'aptitude réelle des sols à l'infiltration ne pourra être validée qu'à l'issue d'une étude approfondie à l'échelle de la parcelle concernée.

III.4.2 Rejet vers les eaux superficielles ou les réseaux d'eaux pluviales

Dans le cas où l'infiltration s'avère impossible ou insuffisante le rejet des eaux pluviales s'effectuera de préférence vers le milieu naturel.

Si le rejet ne peut être effectué vers le milieu naturel, les eaux pluviales seront orientées vers un réseau séparatif eaux pluviales et en dernier ressort et sous réserve d'accord de la collectivité dans un réseau unitaire.

L'aménageur veillera à justifier son choix. Dans le cadre d'un raccordement direct ou indirect sur un réseau unitaire, l'aménageur démontrera qu'aucune autre solution de rejet n'a pu être mise en œuvre.

La gestion des eaux pluviales doit se réaliser de façon à limiter les débits et assurer l'écoulement des eaux pluviales tel qu'il était avec le terrain naturel. Il est recommandé que les ouvrages de rétention soient dimensionnés pour une pluie de période de retour de 10 ans sur la base d'un débit de fuite de 5l/s.ha.

Pour information, tout rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles dont la superficie drainée est supérieure ou égale à 1 ha est soumis à une procédure de déclaration loi sur l'eau. Cette procédure n'est pas nécessaire dans le cadre d'un rejet dans un réseau.

Dans le cadre de la mise en œuvre des dispositifs de rétention, les règles suivantes seront respectées :

- **Zone inondable** : Toute construction dans l'emprise de la zone inondable est à proscrire. Les bassins de rétention sont toutefois autorisés dans l'emprise de la zone inondable sous réserve de mise en œuvre de mesures permettant d'assurer le bon fonctionnement de l'ouvrage en période de crue et de respect des contraintes imposées par le PPRI (ne pas aggraver la dynamique d'écoulement) et la loi sur l'eau (installation dans l'emprise du lit majeur d'un cours d'eau).
- **Perméabilité des sols** : Sur l'emprise de sols très perméables (perméabilité supérieure à 10^{-4} m/s), les ouvrages de rétention destinés à recueillir des eaux de ruissellement issues de voiries ou de parking, seront systématiquement étanchés.
- **Présence d'une nappe** : Pour les opérations d'ensemble, si le fond de l'ouvrage de rétention est susceptible d'être immergée dans une nappe, les ouvrages seront systématiquement étanchés. Des événements seront mis en œuvre afin d'absorber les montées de la nappe et éviter toute destruction de l'étanchéité.

III.5 Maîtrise de l'imperméabilisation

L'imperméabilisation des sols induit :

- D'une part, un défaut d'infiltration des eaux pluviales dans le sol et donc une augmentation des volumes de ruissellement ;
- D'autre part, une accélération des écoulements superficiels et une augmentation du débit de pointe de ruissellement.

Les dispositifs de rétention/infiltration et de régulation permettent de tamponner les excédents générés par l'imperméabilisation et de limiter le débit rejeté, mais ne permettent cependant pas de réduire le volume supplémentaire généré par cette imperméabilisation.

Ainsi, même équipé d'un ouvrage de régulation, un projet d'urbanisation traduit une augmentation du volume d'eau susceptible d'être géré par les infrastructures de la collectivité.

Dans le cas d'un raccordement sur réseau unitaire, cette augmentation de volume se traduit par l'augmentation du volume d'effluents à traiter par l'unité de traitement (donc dilution de des eaux usées, diminution des rendements épuratoires et augmentation des coûts d'exploitation) ou le cas échéant par l'augmentation du volume d'effluents déversé sans traitement au milieu naturel (via les déversoirs d'orage).

L'aménageur veillera ainsi à limiter l'imperméabilisation des sols. L'objectif de réduction de l'imperméabilisation peut être atteint par la mise en œuvre, par exemple, de toitures enherbées, par l'emploi de matériaux poreux (pavés drainants, etc.), par la création de parkings souterrains recouverts d'un espace vert, etc.

III.6 Corridors d'écoulement

L'urbanisation au droit des corridors d'écoulement est à proscrire.

Afin d'éviter toute perturbation liée aux phénomènes de ruissellement, il est conseillé aux aménageurs d'adopter certaines règles en termes de constructibilité et notamment :

- Pas de sous-sol ;
- Si création de muret, de préférence dans le sens de la pente ;
- Niveau habitable implantée en tout point au moins 50 cm au-dessus du terrain naturel.

Bien que non obligatoire ces prescriptions sont fortement conseillées au regard des écoulements souterrains ou superficiels susceptibles de se produire sur l'emprise des parcelles.

Pour la commune de Cogny, aucune zone urbanisable ou urbanisée n'est située sur un corridor d'écoulement principal, hormis une zone urbanisable au Sud du Bourg située en limite d'une résurgence qui crée un talweg (parcelle 407).

III.7 Instauration de la taxe eaux pluviales

III.7.1 Délimitation de l'aire urbaine

La taxe eaux pluviales sera due par les propriétaires publics ou privés des terrains et des voiries situés dans une zone urbaine ou dans une zone à urbaniser ouverte à l'urbanisation du fait de leur classement par un plan local d'urbanisme ou par un document d'urbanisme en tenant lieu, ou dans une zone constructible délimitée par une carte communale.

III.7.2 Superficie minimale

Le décret d'application permettant d'instaurer la taxe eaux pluviales précise que la taxe est assise sur la superficie cadastrale des terrains. Lorsque le terrain assujetti à la taxe comporte une partie non imperméabilisée, la superficie de cette partie, déclarée par le propriétaire, est déduite de l'assiette de la taxe. Toutefois, la taxe n'est pas mise en recouvrement lorsque la superficie est inférieure à une superficie minimale qui ne peut excéder 600 mètres carrés.

La superficie imperméabilisée moyenne d'un lot à vocation d'habitat est comprise entre 150 et 300 m². Dans une zone d'habitat, le cumul des eaux pluviales des habitations peut conduire à des dysfonctionnements. Dans ces secteurs, la commune est donc susceptible d'investir pour développer le réseau d'eaux pluviales. Il paraît donc cohérent de faire supporter aux propriétaires de ces habitations une partie de l'investissement.

La collectivité définira la superficie minimale en deçà de laquelle la taxe des eaux pluviales ne sera pas perçue.

Sont considérés comme surfaces ou matériaux imperméables (les valeurs précisées entre parenthèses sont des coefficients de pondération) :

- Les revêtements bitumineux (1) ;
- Les graves, le sablon et le concassé (0,5) ;
- Les couvertures en plastique, bois, fer galvanisé (1) ;
- Les matériaux de construction : béton, ciments, résines, plâtre, bois, pavés, carrelage, pierre ou assimilés (1) ;
- Les tuiles, les vitres et le verre (1) ;
- Les points d'eau : piscines, mares (1).

III.7.3 Taux d'abattement

Conformément à l'article R2333-142, des taux d'abattement peuvent être octroyés. Les critères pour prétendre à ces abattements sont les suivants :

- De 90 % au moins pour les dispositifs évitant tout rejet d'eaux pluviales hors du terrain ;
- De 40 % à 90 % pour les dispositifs limitant le rejet d'eaux pluviales hors du terrain à un débit inférieur ou égal à une valeur fixée par la délibération ;
- De 20 % à 40 % pour les autres dispositifs limitant le rejet d'eaux pluviales hors du terrain, sans satisfaire à la condition de débit définie à l'alinéa précédent.

Les taux d'abattement sont pris en compte uniquement sur les surfaces imperméabilisées faisant l'objet d'un traitement particulier.

IV Cartographie

Le code graphique suivant a été employé :

➡ Zones de prescriptions particulières



Secteurs où il convient de respecter les préconisations formulées en termes de maîtrise de l'imperméabilisation, d'infiltration, de rejet, de rétention, de récupération et de régulation des eaux pluviales. Les préconisations sont détaillées dans les chapitres précédents.

Ces secteurs correspondent aux zones urbaines U, aux zones à urbaniser AU et aux zones Nh attenantes au bourg, définies dans le Plan Local d'Urbanisme. En effet, c'est à leur niveau que se trouvent les principaux enjeux.

➡ Corridor d'écoulement



Axe d'écoulement préférentiel des eaux pluviales qu'il convient de préserver et dans l'emprise duquel il est conseillé d'adopter certaines règles en terme de constructibilité.

➡ Reste du territoire



Aucune prescription particulière n'est formulée sur cette partie du territoire.

Un projet de zonage d'assainissement des eaux pluviales est présenté en Annexe 5.



Annexes



Annexe 1 :

Plan des réseaux d'assainissement



Annexe 2 :

Fiches descriptives des filières autonomes préconisées



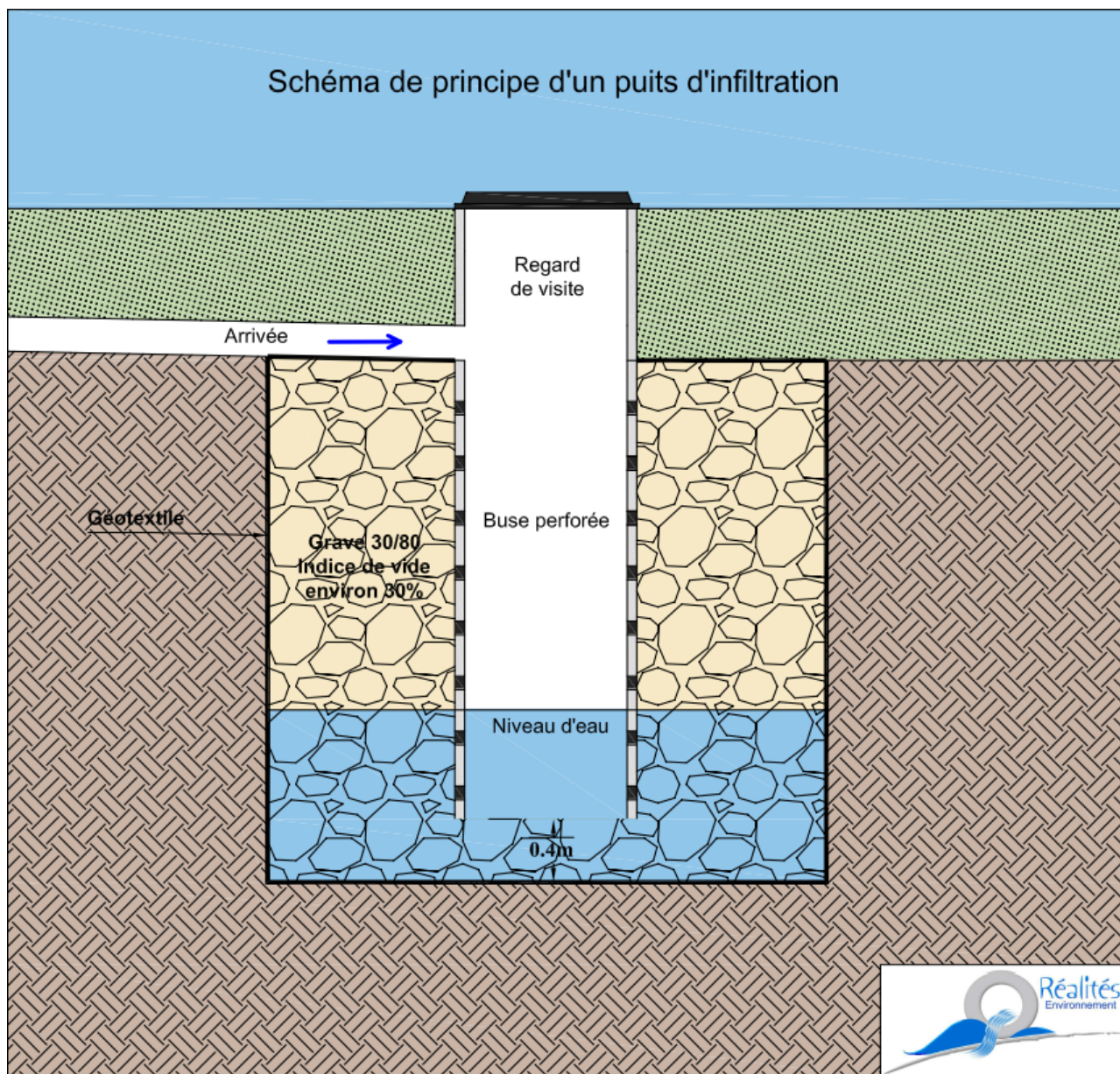
Annexe 3 :

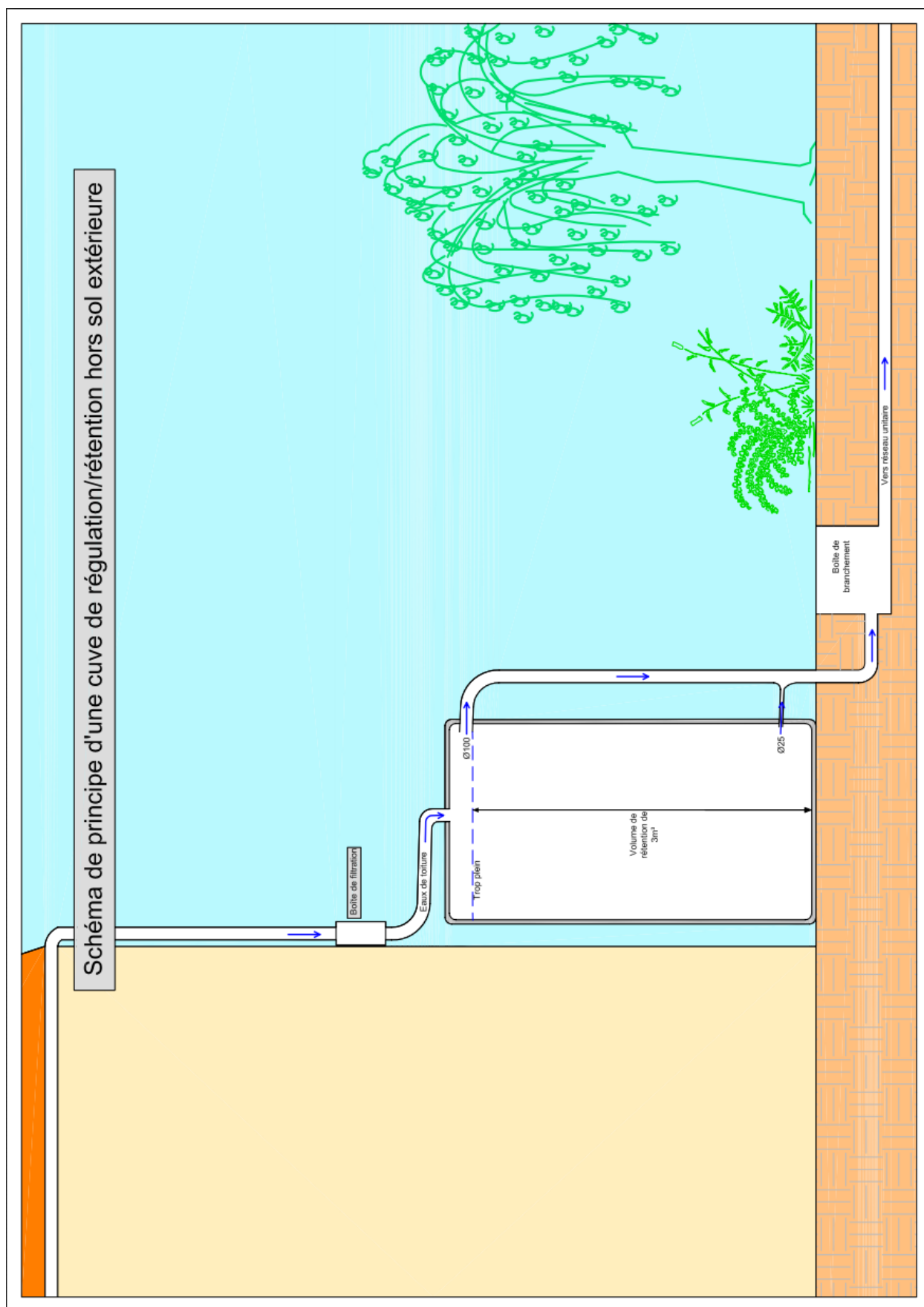
Projet de zonage d'assainissement des eaux usées



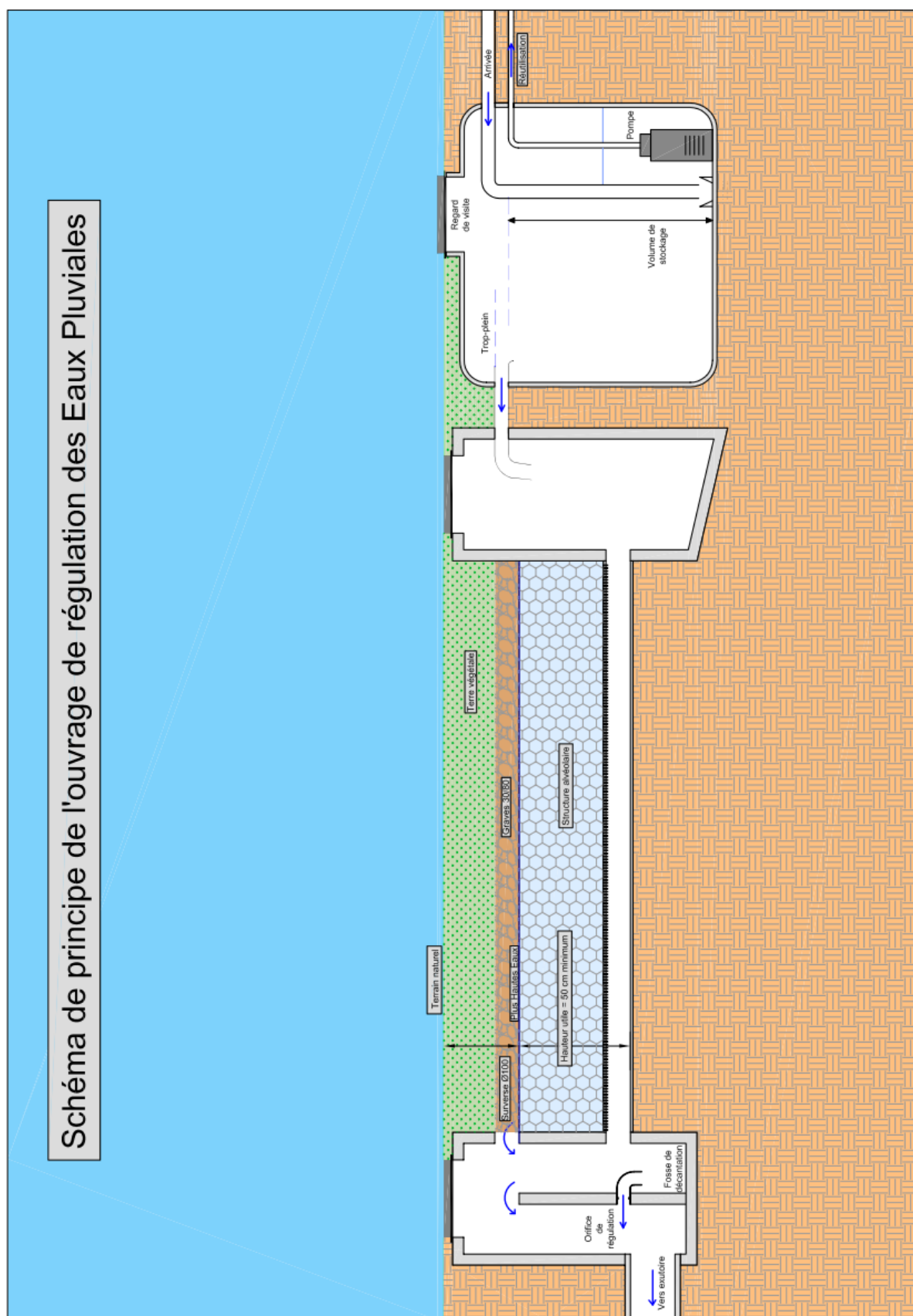
Annexe 4 :

Exemples d'ouvrages de gestion des eaux pluviales

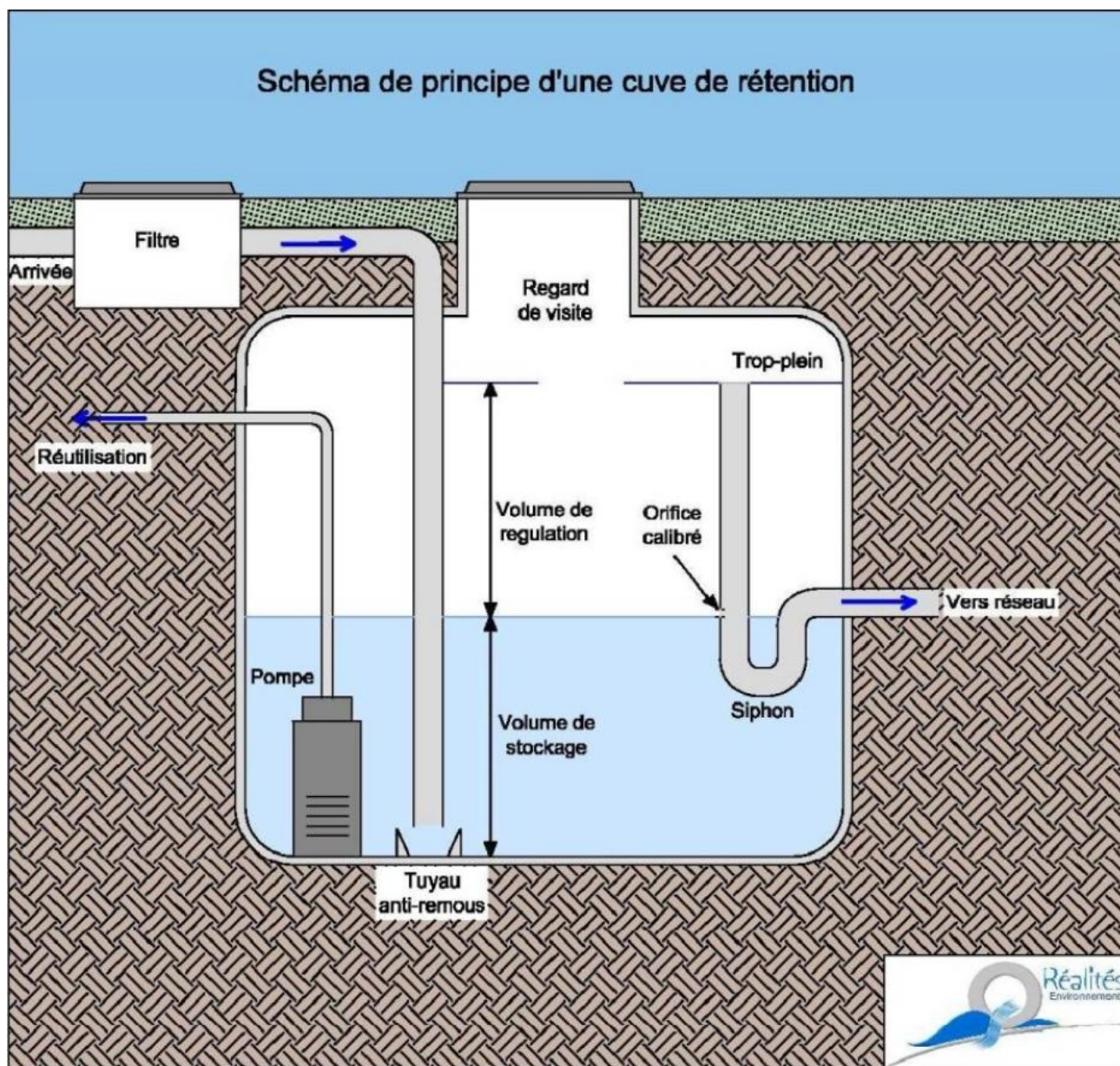


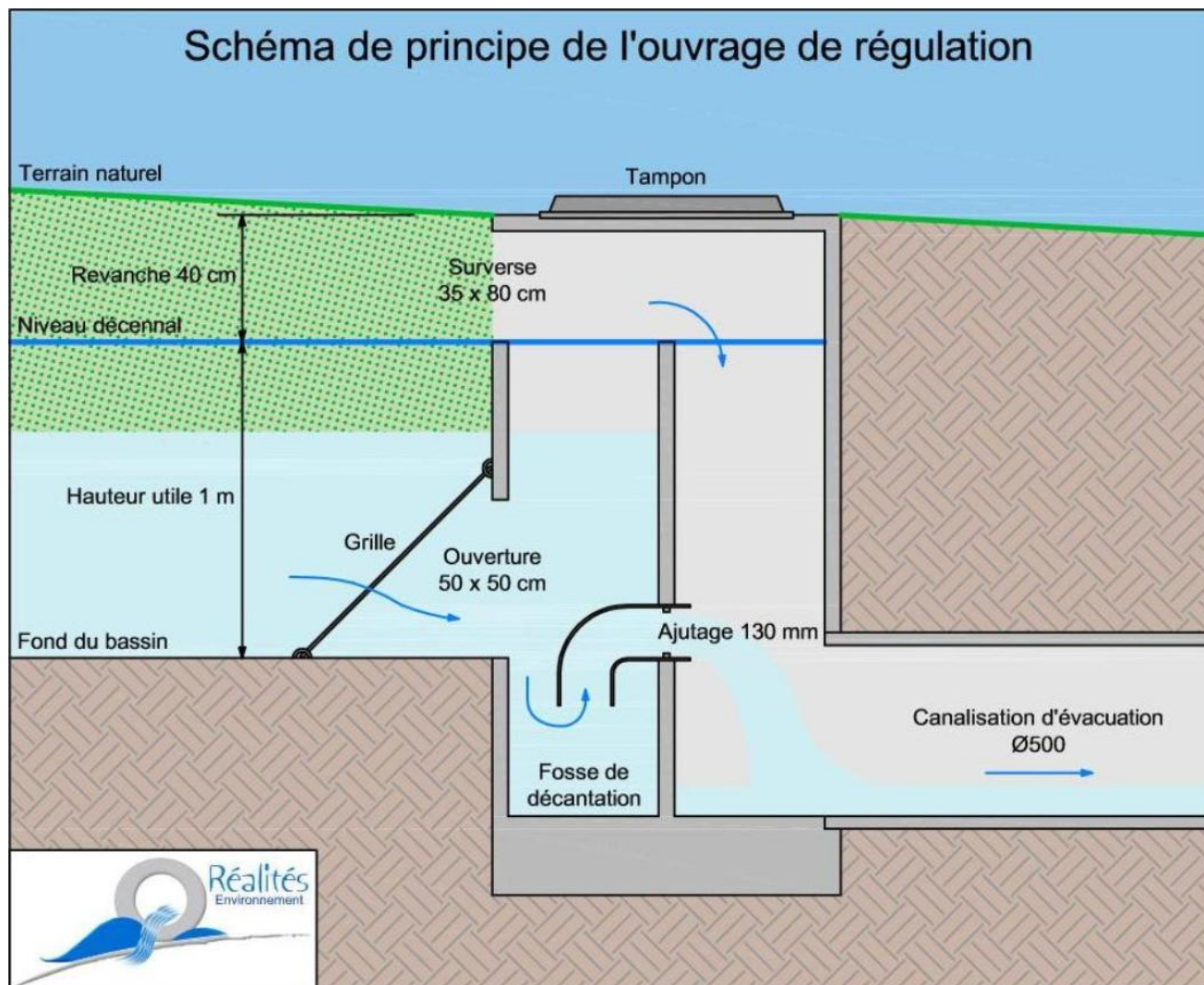


Cuve de régulation des eaux pluviales de type alvéolaire



Cuve combinant régulation et rétention des eaux pluviales







Annexe 5 :

Projet de zonage d'assainissement des eaux pluviales
